

ARTICLE

- Sarah Filotas
Le repos du guerrier, la retraite du «Workmen» 5
- Jacques Rouillard
La Fête du travail à Montréal, expression de la solidarité ouvrière
(1886-1964) 9
- Diane Gervais
Service familial des enfants et usage social du travail
des filles, du tournant du siècle jusque vers 1950. 15
- Denise Lemieux
Jeux, apprentissages et destins personnels: point de vue rétrospectifs
sur le travail des enfants (1880-1940) 21
- Joanne Burgess
Le travail des enfants au Québec, 18e-19e siècles: problèmes
de définition et de mesure 27
- M Barrière
Aux sources de la Commission des normes du travail 35

DOCUMENT

- Bella Hall
Le travail des enfants 37

RCHTQ

- Procès-verbal de l'assemblée générale du RCHTQ 39

NOTES DE LECTURE

- Serge Gaudreau, *Au fil du temps. Histoire de l'industrie textile à Magog
(1883-1993)*. par Georges Massé 43

VITRINE DU LIVRE

- Correspondances: bulletin syndical et populaire*, par Eric Leroux 47
- James D. Thwaites, *Travail et Syndicalisme. Naissance et
évolution d'une action sociale*, par Bernard Dansereau 47
- Pierre Paquette, *Un Québec pour l'emploi*, Montréal,
par Jean-François Cardin 48
- Jean-Pierre Collin, *La Ligue ouvrière catholique canadienne,
1938 - 1954*, par Henri Goulet 49

Le bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en
histoire des travailleurs et travailleuses est publié trois
fois l'an par le RCHTQ.

ABONNEMENTS

Pour trois numéros:

individu:	15,00\$
institution:	20,00\$

(Les anciens numéros sont disponibles au coût de 7,00\$ le numéro)

Envoyer votre chèque au nom du RCHTQ,
département d'histoire, Université du Québec à Montréal,
C.P. 8888, Succ Centre-ville, Montréal, H2C 3P8

Envoyer tout manuscrit, information ou annonce à l'attention de
Bernard Dansereau, RCHTQ, département d'histoire, Université du
Québec à Montréal, C.P. 8888, Succ. Centre-ville, Montréal,
H3C 3P8

(De préférence sur disquette accompagnée d'une sortie papier)

Responsable du Bulletin (1996-1997): Bernard Dansereau
Responsable de la *Vitrine du Livre*: Eric Leroux

Mise en page: Bernard Dansereau

Sur la page couverture: US Department of Labor Collection, The George Meany Memorial Archives

Dépot légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 1187-6484

Présentation

Le Bulletin comprend de nombreux articles dans ce numéro. Sarah Filotas, à partir d'entrevues de militants toujours actifs, fait revivre le Workmen Circle, cette organisation socialiste de secours mutuel, très active dans la communauté ouvrière juive. Jacques Rouillard retrace l'histoire de la célébration de la Fête du travail à Montréal de ses origines en 1886 jusqu'à la dernière, en septembre 1964.

Le dernier colloque du RCHTQ, sous le thème du travail des enfants, est responsable de trois articles. En effet, Diane Gervais, Denise Lemieux et Joanne Burgess nous livrent le texte de leur communication. Mireille Barrière nous permet de reproduire un historique de la Commission des normes du travail.

La Vitrine du livre se porte bien. Vous pourrez prendre connaissance de trois parutions récentes ainsi que de l'existence d'une revue traitant de l'actualité sociale et politique québécoise d'un point de vue syndical et populaire.

La prochaine parution du Bulletin est prévue lors de la tenue du colloque annuel du RCHTQ qui se tiendra en mars 1997. Cette année, le Regroupement a choisi comme thème la

diversité des stratégies proposées ou

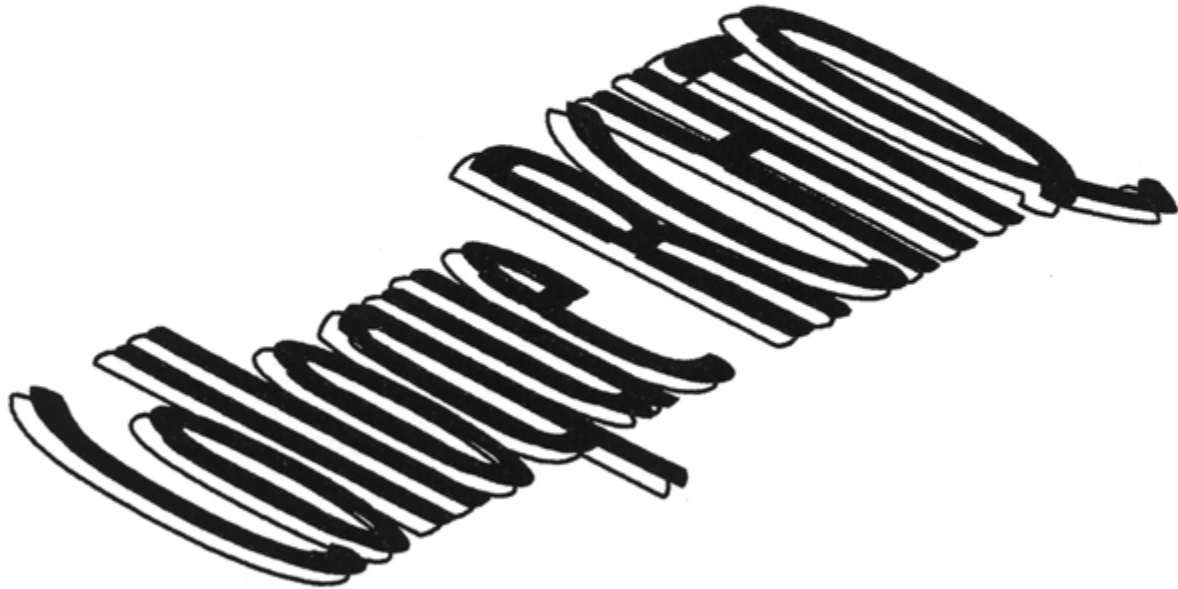
adoptées durant les périodes de crise économique. Pour plus d'informations sur le colloque ou si vous voulez y participer, vous pouvez contacter Michelle Comeau ou Aline Charles.

Il va y avoir des changements dans la périodicité du Bulletin. Compte tenu du temps nécessaire à sa préparation et de l'augmentation des frais liés aux envois, l'assemblée générale a décidé de réduire le nombre de parution par année. Il n'y en aura maintenant deux au lieu de trois. Ceci ne devait pas entraîner de pertes pour les abonnés, puisque nous voulons concentrer dans deux numéros toutes les textes, documents et informations qui se trouvaient répartis auparavant dans trois numéros. Cette décision n'affecte pas les actuels abonnés qui recevront leurs trois exemplaires. Elle s'appliquera par la suite.

Lors de la dernière assemblée générale, il n'y a eu qu'un seul changement à la direction du Regroupement, alors que Sylvie Taschereau remplace Michèle Dagenais au poste de responsable de la Collection du RCHTQ. Joanne Burgess et Peter Gossage qui faisaient partie du comité de la Collection laissent leur place à Andrée Lévesque et Odette Vincent.

Bernard Dansereau

APPEL DE COMMUNICATIONS



Le colloque annuel du RCHTQ se tiendra en mars 1997. Cette année, le Regroupement a choisi comme thème la diversité des stratégies proposées ou adoptées durant les périodes de crise économique.

En effet, durant ces périodes de crise, on assiste à l'émergence d'une multitude d'organismes coopératifs et d'entraide. En même temps, se déploient avec plus d'insistance certains discours favorisant le corporatisme, l'autogestion, le partenariat ou la concertation tant au niveau des relations de travail qu'au niveau de l'ensemble des rapports sociaux.

Comme à l'accoutumée, la perspective historique demeure privilégiée par le Regroupement, mais quelques communications portant sur la période contemporaine sont acceptées.

Tous ceux et celles qui désirent soumettre un projet de communication sur ces thématiques peuvent contacter :

Michelle Comeau (514) 381-7063
Aline Charles (514) 274-1216

d216230@er.uqam.ca

ARTICLE

LE REPOS DU GUERRIER, LA RETRAITE DU "WORKMEN"

par Sarah Filotas

Des remerciements sont adressés à messieurs David Augenfeld, Herman Unger, Perec Zylberberg, Isaac Jesion et Saul Edelstein du Workmen's Circle, à M. Eiran Harris des archives de la Bibliothèque publique juive et Mme Alice Herskovitch de Projet Genève.

En cette fin de millénaire, l'Amérique du Nord entière semble pencher à droite et, chaque jour, des programmes sociaux, acquis de chaudes luttes, sont remis en question. L'Amérique du Nord entière dites-vous? Oh que non! Un peu partout, des bastions de résistance se lèvent... alors que d'autres, debout depuis longtemps, font de leur mieux pour ne pas fléchir et pour continuer à défendre des valeurs qui leurs sont chères. C'est le cas du Workmen's Circle. Depuis près d'un siècle, cet ordre fraternel soutient les idéaux du socialisme et son rôle au sein du mouvement ouvrier a longtemps été de premier plan. Aujourd'hui, sa présence est moins visible, mais les valeurs restent les mêmes. Il faut comprendre que les six cents membres montréalais du Workmen's Circle ont en majorité plus de soixante-dix ans. Trois d'entre eux, messieurs David Augenfeld, Herman Unger et Perec Zylberberg comptent parmi les plus actifs. Rencontrés dans la maison du Circle sise rue Isabella, dans le quartier Snowdon, c'est avec verve qu'ils ont parlé de leur existence mouvementée et de leur vie au sein de l'organisation.

Tous trois se sont joint au Workmen's Circle à leur arrivée du vieux continent, il y a plus de quarante-cinq ans. Cependant, à cette époque, l'organisation comptait déjà plus de cinquante ans d'existence. La première réunion avait eu lieu en 1892, au domicile de Sam Greenberg, un ouvrier du textile, dans le Lower East Side à New York. En 1900, le Workmen's Circle (*Arbeter Ring* en yiddish) devient officiellement un ordre. Ses objectifs sont alors clairement établis: il s'agit d'apporter de l'aide sous toute ses formes aux membres, de supporter les mouvements socialistes et ouvriers ainsi que de faire la promotion d'une culture yiddish progressiste.

Ces visées s'expliquent. Dans leurs pays d'origine, une grande partie des premiers membres et des premiers dirigeants du Circle avaient déjà milité au sein de

mouvements adoptant le même programme. Il faut souligner l'importance d'un de ceux-là, le *Bund* (l'alliance). Il s'agissait d'un parti socialiste juif fondé en Russie en 1897, puis répandu dans d'autres régions de l'Empire russe, la Pologne et la Lituanie. Il devint rapidement associé à un nationalisme yiddish séculier. Opposé au sionisme, il considérait le socialisme comme un moyen plus efficace pour régler le "problème juif" qu'un retour vers une Terre promise. Ayant soutenus la Révolution de 1905, plusieurs parmi ces membres quittèrent l'Europe pour échapper aux pogroms qui suivirent. Nombreux furent ceux qui immigrèrent à New York et participèrent à l'élaboration du Workmen's Circle. D'anciens membres du *Bund* comptèrent ainsi parmi ses premiers leaders, par exemple Baruch C. Vladeck et Meyer London.

Le succès de l'ordre fraternel est rapide. Sous le chapeau d'un comité exécutif newyorkais, les branches se multiplient. On en retrouve alors dans la plupart des grandes villes d'Amérique du Nord où se sont installés les immigrants juifs. Montréal ne fait pas exception. Dès 1907, une première branche voit le jour. Comme toute autre branche, elle se voit attribuer un numéro, le 151, et choisit un nom, celui de Meyer London¹, démontrant son admiration pour ce leader du mouvement. Ayant son identité propre, chacune des branches peut conduire ses propres activités et soutenir diverses causes, à la condition qu'elle demeure respectueuse des idéaux de base de l'organisation. Des gens ayant des intérêts communs s'uniront au sein de certaines branches. Ainsi, depuis 1937, existe à Montréal la branche #228 Shtern. Elle est composée, entre autre, de membres du Poale Zion², une organisation sioniste travailliste, connue pour son implication dans les luttes sociales et politiques. Cette grande autonomie laissée aux branches contribue à expliquer la forte adhésion que connaît le mouvement dès ses débuts. Dans l'ensemble, le Circle compte 45 662

¹Meyer London (1871-1926). Avocat et socialiste né en Pologne. En 1914, il est élu à la Chambre des représentants pour la circonscription du Lower East Side de New York. Il s'est opposé à l'entrée en guerre des États-Unis et avait quelques sympathies envers le sionisme.

²La première section du Poale Zion est formée à Montréal en 1905.

membres à la veille de la Première guerre.³ À Montréal seulement, on en dénombre près de mille au début des années 1920.⁴

Au-delà des idéaux, cette popularité s'explique aussi par des raisons plus matérielles. Monsieur Augenfild souligne clairement le contexte de l'époque: "Lorsque l'immigrant arrivait en Amérique, (...), il n'y avait pas de sécurité sociale, pas d'aide, rien... Lorsqu'il arrivait, il était pauvre et ne pouvait communiquer. Mais il avait des besoins. Il n'avait pas d'emploi. S'il tombait malade, il lui fallait un médecin. Donc, telles étaient ses principales préoccupations." Le Workmen's Circle, tant à Montréal qu'ailleurs, comble ces besoins. Pour une somme modique variable, versée trimestriellement, un membre peut recevoir les services d'un médecin ou avoir accès à un sanatorium. On l'aide aussi à s'installer et à se trouver un emploi. Au besoin, il aura recours au service de prêt; les montants accordés dépassent rarement, cinquante dollars. Il peut aussi trouver la tranquillité d'esprit grâce au service d'assurance de l'organisation, basé sur un solide système actuariel. Ses enfants peuvent fréquenter un des camps du Circle. Et, s'il meurt, le membre trouvera un emplacement auprès des siens. À Montréal, le cimetière De La Savanne possède une section pour les membres du Circle. De surcroît, pour ces Juifs séculiers qui n'ont pas la synagogue comme lieu de rencontre, les réunions entre membres d'une branche constituent autant d'occasions de socialiser et d'échanger sur divers sujets ...en yiddish.

En effet, les membres du Workmen's Circle sont essentiellement yiddishophones, tout comme l'est la majorité des Juifs d'Europe orientale qui atteint l'Amérique au début du siècle. La défense et la promotion de la langue et de la culture yiddish demeurent ainsi un objectif central de l'ordre. Il se dote donc d'un outil efficace, un réseau d'écoles. À Montréal, ces *shule* se multiplient et des cours se donnent tous les dimanches, autant au Workmen's Circle Center, du 4848 rue Saint-Laurent, qu'à Chomedey ou à Ville Saint-Laurent. Il s'agit de suivre la clientèle! On enseigne aux enfants les rudiments de la langue et de la culture de leurs

parents, tout en cultivant leur attachement pour le mouvement ouvrier.

Quant aux réunions et aux publications du Circle, elles s'effectuent toujours en yiddish, du moins jusqu'aux abords de la Seconde guerre, où on verra l'émergence de branches et de journaux anglophones. On comprend la détresse de tout chercheur qui, intéressé à l'histoire de ce mouvement, mais ne lisant pas le yiddish, ne peut avoir accès à la quantité de renseignements renfermés dans les documents du Circle. Cependant, si les écrits restent, et peuvent éventuellement être traduits, les paroles -elles- s'envolent. Et nombreuses sont celles qui sont échangées au cours des rencontres des membres du Circle. D'autant plus que, poursuivant une tradition européenne, les branches invitent fréquemment des orateurs à se prononcer sur des thèmes les plus divers: du changement social à l'art moderne, en passant par l'humanisme et la Constitution canadienne. À ces conférences s'ajoutent des concerts et des pièces de théâtres, présentés par les orchestres et troupes du Workmen's Circle. Avec la quantité de branches disséminées en Amérique du Nord, les circuits de tournée peuvent être immenses!

S'il prend grand soin de ses membres, le Workmen's Circle se considère aussi solidaire de l'ensemble du mouvement ouvrier. Ses membres, le plus souvent des ouvriers de l'industrie de la confection, sont fortement encouragés à se joindre aux syndicats. Plusieurs d'entre eux jouent ainsi des rôles actifs dans des syndicats tels la International Ladies Garment Workers Union (ILGWU), la Amalgamated Clothing Workers et la Hat, Cap and Millinery Workers. Monsieur Zylberberg, qui fut membre de la ILGWU, se souvient que même les agents d'affaires de sa section parlaient yiddish et que les réunions se déroulaient dans cette langue. Mais quand une grève était déclenchée, l'ensemble du syndicat, Juifs ou non, pouvait demander le soutien du Circle. "Par exemple, raconte M.Zylberberg, ils pouvaient se réunir dans nos locaux ou alors, nous pouvions organiser des collectes pour les grévistes.(...) Ils savaient que le Workmen's Circle était toujours prêt à aider." C'est ainsi que l'organisation reçut le surnom de "Croix Rouge du mouvement ouvrier".

³ Shapiro, Judah J. *The Friendly Society. A History of the Workmen's Circle*. New York, Media Judaica, 1970. p.43.

⁴Canadian Jewish Archives (Compilées par David Rome). *On our forerunners -at work*. New Series, num.9, Montréal, National Archives. Canadian Jewish Congress, 1978. p.105.

En dehors des grèves, le Circle apporte aussi son appui, selon les périodes, à différents partis ouvriers. Ainsi, Joseph Shubert, évoluant au sein de la branche #151, fut élu au conseil municipal (1924-1940), grâce entre autre à l'aide de membres du Circle. D'autres membres s'impliquèrent dans la fondation du Coopératif Commonwealth Fédéré (CCF). Parmi eux, on retrouve David Lewis qui en sera le secrétaire national, puis le

président, pour ensuite en être le leader alors que le parti deviendra le Nouveau Parti Démocratique (NPD).

David Lewis marchait dans les traces de son père. Ce dernier, Moishe Lewis, avait été un des premiers membres du Workmen's Circle. En son honneur, la branche #250 prit son nom. Lorsque M.Zylberberg arrive au Canada, en 1958, il se joint à cette branche. Aujourd'hui âgé de 72 ans, ce dernier en est toujours le secrétaire. Il continue lui aussi une tradition familiale. Il l'énonce ainsi: "En Pologne, ma famille était active et avait une orientation nettement bundiste. J'ai donc grandi dans une atmosphère où les activités bundistes étaient le principal sujet de conversation." Après avoir été prisonnier pendant la guerre dans un camp en Tchécoslovaquie, il émigre en Angleterre, sans même revoir sa Pologne natale. Il y fait ses premiers pas dans l'industrie de la confection et se joint à une organisation semblable au Workmen's Circle, le Worker's Circle. À son arrivée à Montréal, il s'associe donc naturellement à cet autre Circle.

Tous n'adhèrent pas à l'ordre pour les mêmes raisons. Tel est le cas de M.Unger, membre de la branche #272 Erlicht-Alter depuis 1954 et son secrétaire depuis 1962: "Lorsque je me suis joint au Workmen's Circle, ce n'était pas par conviction que c'était ma place ici. Je m'y suis joint car ma famille s'y est jointe. Ma femme faisait partie de l'organisation des jeunes du Bund à Paris. Les parents de ma belle-soeur aussi. Tousse sont joint au Workmen's Circle. Pour ne pas m'éloigner d'eux, je m'y suis joint aussi.(...) C'était une nouvelle branche (1952) et la plupart des membres provenaient de Paris ou de Belgique." Il faut dire aussi que le parcours de M.Unger est particulier. Natif de Galicie, en Pologne, il est déporté en Sibérie pendant la guerre, dans le camp de la Iakutsk. Il ne retourne en Pologne qu'en 1946. Ardant sioniste, il compte alors rejoindre son frère qui réside déjà en Israël. Chemin faisant, il passe par Paris rendre visite à son second frère. Il tombe amoureux de la Ville lumière...et d'une de ses citoyennes. Il ne quitte la France qu'en 1952, pour Montréal. Il travaille ensuite en usine. Insatisfait de son sort, il étudie la comptabilité, aux cours du soir d'une école de l'avenue du Parc. Il sera alors engagé par la Dominion Loan and Discount Association, un regroupement qui s'apparente aux caisses populaires et qui prête aux nouveaux arrivants.

Quant au troisième, et le plus âgé des interviewés, M. Augenfeld, son trajet n'est pas non plus de tout repos. Né aussi en Pologne, il se réfugie à Vilnius, en Lituanie, au début de la guerre. Il y est toujours quand on transforme une partie de la ville en ghetto, mais il réussit à s'en échapper. Les Allemands le rattrapent et, se disant

mécanicien, il a la vie sauve. Il s'enfuit à nouveau et se joint aux partisans, c'est-à-dire à la résistance évoluant à partir de la forêt. C'est à ce moment qu'il se rend compte de l'importance de sauver des vies juives, afin que des communautés puissent renaître après le conflit. Pour sa part, dès qu'il se retrouve à Montréal et, avant même d'avoir trouvé un appartement, il entre au sein du Circle. Après quelques temps de dur labeur dans une usine, au salaire de 0,50\$ l'heure, il s'associe à un ami, aussi membre du Circle, et ouvre sa propre industrie de fabrication de tissus. Tous deux travaillent avec acharnement et, quand ils vendent l'entreprise, en 1984, ils ont 49 employés. "Notre victoire, dit M.Augenfeld, n'est pas de s'être battu dans les bois, mais d'avoir créé des familles et bâti des entreprises alors qu'on avait tenté de nous détruire."

L'héritage que ces hommes ont laissé est immense, tant par l'aide que le Workmen's Circle leur a permis d'apporter, que par les valeurs qu'ils ont laissées à leurs enfants. Par exemple, la fille de M.Augenfeld est membre de la plus récente branche, la #1090 Heritage, alors que le fils de M.Zylberberg milite au sein du NPD ontarien. Cependant, l'avenir du Circle n'est pas assuré et la question de la relève préoccupe grandement ses membres. Ces derniers se font vieux et les jeunes sont peu attirés par l'organisation. M.Unger voit quelques éléments d'explication: "La vie des Juifs des États-Unis et du Canada a grandement changé depuis les dernières soixante ou quatre-vingt années. Les jeunes, voyez-vous, on débuté ici une nouvelle vie. Ils n'ont pas la même attitude face à la "vie américaine" qu'avaient leurs parents en arrivant d'Europe. Ils se sont joints à des organisations différentes, à des synagogues différentes, à des clubs différents. Ils se sont davantage assimilés..." À ces propos, M.Augenfeld ajoute aussi: "Aujourd'hui, (...) les besoins n'ont pas disparu. Ils sont plutôt couverts par d'autres. Par le gouvernement. Et, d'un autre côté, cela a permis au rôle culturel de l'organisation de croître."

En effet, les activités organisées par les branches restent majoritairement culturelles. Des chanteurs et des orateurs sont invités à se faire entendre. Le plus souvent, encore en yiddish. Ainsi, M.Zylberberg a déjà présenté, lors d'allocutions, ses réflexions à la suite de voyages en Angleterre et en Amérique du Sud. Les autres rencontres sont davantage informelles. On y échange sur des sujets divers et la politique reste au cœur des discussions. Cependant, en raison du vieillissement des membres, ces activités se déroulent surtout l'été, afin de faciliter les déplacements et de s'assurer de la présence de ceux qui quittent pour le sud durant la saison froide.

Une dernière école fonctionne toujours, dans la maison

du Circle de la rue Isabella. À l'enseignement de la langue et de la culture yiddish, s'est maintenant ajouté celui de l'histoire et de l'hébreu. Si les matières se sont multipliées, c'est que, avec l'importance qu'a pris l'état d'Israël dans le monde juif, l'hébreu s'impose de plus en plus et que la compétition avec les écoles religieuses est féroce. On tente donc d'offrir des services semblables à ceux de ces écoles, afin d'attirer une clientèle qui, autrement, se fait rare. Pour cette même raison, le Circle a aussi dû imiter les écoles religieuses lorsqu'elles ont abandonné leurs frais de scolarité.

Il n'est donc pas étonnant que les difficultés financières de l'ordre fraternel soient graves. Le membership, en déclin, est confronté à des frais de fonctionnement énormes. D'autant plus que la Ville de Montréal refuse de considérer le Circle comme un organisme à but non-lucratif et lui impose des fortes taxes foncières. Croulant sous les débours, l'organisation montréalaise a été contrainte de demander au bureau de New York d'alléger ses cotisations. Essuyant un refus, le Circle a fait scission. Ainsi, depuis 1994, les neuf branches montréalaises fonctionnent seules. Conséquemment, elles ne reçoivent plus les journaux new-yorkais du Circle, tels le *Call* (anglais) et le *Kultur un Leben* (yiddish).

Malgré tout, l'idéologie de base du Workmen's Circle n'a pas changé. Il y eu, bien sûr, de nombreuses remises en question; mais l'idéal de justice sociale du socialisme reste toujours défendu. Il est seulement plus difficile de se faire entendre qu'en on a soixante-dix ans et qu'on est retraité. De surcroît, l'auditoire n'est plus le même. Une majorité de

Juifs ne travaillent plus dans les usines. Plusieurs font maintenant partie de la classe moyenne. Le déménagement de la maison du Circle de la rue Saint-Laurent au quartier Snowdon, dans les années 1960, témoigne de cette évolution. Sans compter que, depuis l'holocauste et la création de l'État d'Israël, l'attention d'une grande partie de la communauté juive porte davantage sur la "question juive" que sur les problèmes sociaux en général. Cependant, Messieurs Augenfeld, Unger et Zylberberg continuent de rester fidèles aux valeurs qui leurs sont chères depuis leurs jeunesse européennes. Même à la retraite, les Workmen continuent à espérer en un monde égalitaire.

SUGGESTION DE LECTURES

M. Rubinstein, *Souvenir Book. 1907-1957. Golden Jubilee Celebration of the Workmen's Circle Meyer London Branch No. 151.*

Judah J. Shapiro, *The Friendly Society. A History of the Workmen's Circle.*

Arthur Liebman, *Jews and the Left.*

Melech Epstein, *The Jew and Communism.*

ARTICLE

LA FÊTE DU TRAVAIL À MONTRÉAL, EXPRESSION DE LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE (1886-1964)

par Jacques Rouillard, Département d'histoire, Université de Montréal

Le 1er mai de chaque année, les centrales syndicales célèbrent par un défilé dans les rues de Montréal la Fête des travailleurs et travailleuses. Et pourtant, c'est le premier lundi de septembre que le calendrier assigne la fête légale du travail, seul jour chômé dans l'année dédié spécifiquement aux travailleurs salariés. Cependant, aucune manifestation particulière à Montréal et, à notre connaissance, au Québec, ne vient marquer cette journée qui est devenue guère plus qu'un simple jour de congé. C'est un jour de fête, sans fête, qui a perdu toute signification, toute valeur symbolique.

Le choix de premier mai comme fête des travailleurs et travailleuses par les centrales syndicales est d'adoption récente, depuis 1970 en fait, à l'instigation du Conseil central des Syndicats nationaux du Montréal. L'interprétation s'est répandue à l'époque que le premier lundi de septembre était la Fête du travail, en général, et non pas celle des véritables travailleurs salariés; que cette fête légale a été prescrite par les gouvernements sans être revendiquée par les travailleurs eux-mêmes; et qu'elle a été imposée de l'étranger, par nos voisins américains, sans être voulue par les Québécois. En revanche, on présentait le premier mai comme une authentique fête des travailleurs, fête internationale célébrée partout dans le monde à l'extérieur de l'Amérique du Nord. C'est avec ce raisonnement que les centrales syndicales ont adopté le premier mai comme fête des travailleurs au tournant des années 1970. L'interprétation cependant qu'on a donné du premier lundi de septembre n'est pas fondée historiquement; notre recherche montre que cette manifestation symbolique, issue pleinement du milieu ouvrier montréalais, reflétait, tant par l'organisation que par la participation, un haut niveau de conscience ouvrière. Elle illustre de façon symbolique en milieu montréalais la présence et l'affirmation de la classe ouvrière. C'est ainsi que les syndicats qui l'organisaient, voulaient présenter cette célébration et c'est ainsi aussi que les hommes politiques, le clergé et les journaux montréalais l'interprétaient au début du siècle.

La première manifestation des ouvriers à Montréal se déroule le 6 septembre 1886; elle comprend un défilé de travailleurs syndiqués, regroupés par syndicats, dans les rues du centre-ville de Montréal. À partir du Champs de Mars, ils sont plus de 2 000 à déambuler selon un ordre

précis avec deux fanfares et des bannières. Après quoi un pique-nique est prévu pour leur famille en après-midi à Elmwood Grove, un parc où on accède par bateau. Après des jeux et des compétitions sportives amicales, quelques dirigeants syndicaux prennent la parole¹. La fête est organisée par l'Union des cigariers, un syndicat très vigoureux à l'époque, qui reprend à Montréal une célébration qui, dans les années 1880, se répand dans les grandes villes nord-américaines². La célébration de 1886 reflète la forte croissance des effectifs syndicaux à Montréal tant chez les syndicats de métier que dans les assemblées de Chevaliers du travail. C'est l'année aussi où est fondé le Conseil central des métiers et du travail de Montréal, organisme voué à représenter les organisations syndicales auprès des pouvoirs publics, et où trois candidats ouvriers appuyés par le Conseil briguent les suffrages aux élections provinciales³.

Pour les deux années subséquentes, l'Union des cigariers organise à nouveau la manifestation, qui prend de plus en plus d'ampleur. En 1889, elle est prise en charge par le Conseil central des métiers et du travail qui réussit à donner à l'événement beaucoup d'éclat. Le maire en a fait une fête publique recommandant aux employeurs de fermer boutique pour la journée⁴. Environ 10 000 ouvriers marchent dans les rues avec, pour clore le défilé, les honorables Honoré Mercier, premier ministre du Québec, et le ministre Joseph-Adolphe Chapleau, le bras

¹ *La Presse*, 6 sept. 1886, p. 4; *The Montreal Daily Star*, 6 sept. 1886, p. 4; 7 sept. 1886, p. 1.

² L'initiateur de la fête est George Warren, président de l'Union des cigariers, ancien organisateur des Chevaliers du travail. D'origine écossaise, il était un tribun très populaire s'exprimant avec beaucoup de fougue aussi bien en français qu'en anglais; on le considérait même à l'époque comme un francophone. Amputé d'une jambe et orateur coloré, il gesticulait avec ses béquilles pour appuyer ses propos (Charlemagne Rodier, «Le Conseil des métiers et du travail», dans *Cinquantième anniversaire du Conseil des métiers et du travail de Montréal, 1897-1947*, Montréal, CMTM, 1947, p. 13).

³ J. Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 1989, p. 55, 63.

⁴ *La Presse*, 29 août 1889, p. 4.

À la fin du siècle, la fête s'institutionnalise: le gouvernement fédéral en 1894 et le gouvernement du Québec en 1899 en font une fête légale; de plus en plus d'employeurs montréalais ferment les portes de leurs entreprises ou commerces pendant la journée permettant aux ouvriers de participer au défilé; les journaux francophones ne paraissent plus à partir de 1892; et les commissions scolaires prennent l'habitude aussi de retarder le début de la rentrée scolaire au lendemain de la Fête du travail⁶. Ce sont les syndicats eux-mêmes qui pressent les gouvernements à reconnaître ce jour comme fête légale; le Congrès des métiers et du travail du Canada le réclame presque chaque année depuis 1888⁷.

L'idée de la Fête du travail nous vient des États-Unis où la manifestation se répand dans les villes américaines dans les années 1880. On attribue à Peter J. McGuire, fondateur et secrétaire général de la Fraternité internationale des charpentiers et menuisiers, l'intention de consacrer un jour de fête aux travailleurs au début de septembre. Il en suggère l'idée à une réunion du Conseil central des métiers et du travail de New York, proposant un défilé dans les rues de la ville puisque la fête «would come at the most pleasant season of the year, nearly midway between the Fourth of July and Thanksgiving, and would fill a wide gap in the chronology of legal holidays»⁸. Ce n'est donc pas pour commémorer un événement marquant que cette journée est choisie, mais pour des raisons plus prosaïques: la température y est habituellement plaisante à New York et le jour retenu se situe au milieu d'une longue période sans fête chômée⁹. Le défilé connaît un grand succès et le Conseil en

recommande la célébration à d'autres conseils centraux pour en faire «a universal holiday for workingmen». À son congrès de Chicago en 1884, la Federation of Organized Trades and Labor Unions, ancêtre de la Fédération américaine du travail, adopte une résolution faisant du premier lundi de septembre la fête nationale des travailleurs et en recommande l'observance par tous les salariés. L'idée fait rapidement tâche d'huile chez les syndiqués: plusieurs états en font une fête légale et le Congrès de même que le président consent à ce qu'elle devienne une fête civique nationale en 1894¹⁰. Au Canada, en même temps qu'à Montréal en 1886, des premières manifestations sont tenues à Ottawa et à Toronto; le Conseil central de la ville de Québec organise un défilé à partir de 1891. L'exemple est suivi au début du XXe siècle dans de nombreuses villes industrielles du Québec.

Il est intéressant de faire remarquer que depuis le milieu du XIXe siècle certains syndicats montréalais participent au défilé de la Saint Jean-Baptiste le 24 juin; ils fournissent souvent des chars allégoriques illustrant l'exercice d'un métier¹¹. Mais ils vont graduellement s'éloigner de la fête nationale car on reproche aux dirigeants de la Société Saint-Jean-Baptiste des modifications à la constitution qui ont eu pour effet d'empêcher qu'un ouvrier puisse accéder à la présidence ou au Bureau de direction. Depuis 1873, il fallait en effet posséder une part de 100 \$ dans le Monument national pour devenir éligible aux postes de direction, somme qui naturellement n'était pas à la portée d'une bourse de travailleurs. Joseph-Alphonse Rodier, un des principaux leaders ouvriers à l'époque, écrivaient: «Les ouvriers qui luttent depuis des années contre les privilèges de classe en politique, ne veulent plus tolérer, assure-t-on, que ces mêmes privilèges continuent d'exister dans notre société nationale»¹². Le reproche est périodiquement évoqué par les dirigeants des unions internationales avant la Première Guerre¹³. Reflet des tensions qui existent entre

⁵ *Ibid.*, 3 sept. 1889, p. 3.

⁶ *The Montreal Daily Star*, 29 août 1889, p. 4; *La Presse*, 29 août 1895, p. 1; *La Patrie*, 1er sept. 1905, p. 3.

⁷ Eugene Forsey, *Trade Unions in Canada, 1812-1902*, Toronto, UTP, 1982, p. 458.

⁸ Pour certains, Matthew Maguire, secrétaire du Conseil central des métiers et du travail de New York, serait l'initiateur de la Fête (Jonathan Grossman, «Who is the Father of Labor Day?», *Labor History*, 14, 4 (automne 1973), p. 612-623). Pour un historique de la Fête, voir aussi Michael Kazin et Steven J. Ross, «America's Labor Day: The Dilemma of a Workers' Celebration», *The Journal of American History*, 78, 4 (mars 1992), p. 1294-1323, et Phillip. S. Foner, *From the Founding of the AFofL to the Emergence of American Imperialism*, vol. 2, New York, International Publisher, 1975, p. 96-98.

⁹ En 1882, la fête est célébrée un mardi, puis le lundi pour les années subséquentes.

¹⁰ *Ibid.*, p. 97-98.

¹¹ Michèle Guay, *La Fête de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal: 1834-1909*, maîtrise en histoire, Université d'Ottawa, 1972, p. 46-71, 220.

¹² *La Presse*, 25 mai 1899, p. 9.

¹³ *La Patrie*, 23 mai 1906, p. 3; 10 juin 1907, p. 3; Robert Rumilly, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, Montréal, L'Aurore, 1975, p. 196. Et ce qui n'améliore pas les relations entre les deux organisations, c'est que le président de la Société pendant plusieurs années, le sénateur F. L. Béique, s'était fait un ardent promoteur d'une loi votée par le Sénat en 1903 qui visaient les organisateurs américains des unions internationales. Elle les rendait coupable

les deux organismes, le Conseil des métiers et du travail de Montréal s'oppose en 1925 à ce que le 24 juin devienne fête légale, estimant que ce précédent incitera les autres nationalités à réclamer à leur tour leur fête légale¹⁴. Cette dernière décision n'est sûrement par étrangère non plus à ce que les organisations nationalistes, qui font la promotion du 24 juin, sont liées idéologiquement au clergé catholique, qu'ils dénigrent le syndicalisme international et qu'ils appuient le syndicalisme catholique. La méfiance des syndicats internationaux envers les groupes nationalistes nous apparaît manifester leur refus d'une définition élitiste et bourgeoise de la nation canadienne-française.

Au tournant du siècle, le conflit entre les Chevaliers du travail et les unions internationales à Montréal se répercutent sur la célébration de la Fête du travail. Le Conseil des métiers fédérés et du travail fondé en 1897 par les syndicats internationaux met sur pied son propre défilé l'année suivante; il supplante rapidement en importance celui du Conseil central, qui continue cependant à faire défiler ses membres jusqu'en 1907.

La croissance du syndicalisme montréalais au début du siècle donne bientôt une envergure considérable au défilé du premier lundi de septembre: de 1902 à 1939, lorsque la température est favorable, c'est en moyenne de 15 à 20 000 syndiqués qui paraded dans les rues de Montréal. Parfois même, particulièrement de 1918 à 1924, les journaux estiment leur participation à 30 000 personnes. Et ce n'est pas une manifestation ouverte à tous les groupes favorables à la cause ouvrière; seuls les syndiqués peuvent prendre place dans le défilé. La foule, qui se masse le long du parcours, atteint un nombre impressionnant de spectateurs, entre 100 et 200 000 personnes lorsque le soleil est au rendez-vous. Compte tenu de la population de Montréal et de sa banlieue, c'est le tiers des habitants qui assistent alors à la démonstration.

Pour donner une plus juste idée du caractère de la manifestation, arrêtons-nous à l'année 1914, date du vingt-cinquième anniversaire de l'organisation de la fête par le Conseil des métiers et du travail. Le ralliement a lieu cette année là sur la place Viger et le défilé emprunte les rues Craig, Saint-Laurent, Sainte-Catherine, Delorimier et Notre-Dame. Selon la description du

d'un acte criminel si l'un d'eux «conseillait, encourageait ou provoquait au Canada une grève ou un lock-out» (J. Rouillard, *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, Québec, PUL, 1979, p. 149).

¹⁴ *Le Monde Ouvrier*, 7 février 1925, p. 1.

journaliste de *La Presse*¹⁵, le défilé, qui s'ébranle à 9h30, compte soixante-sept unions de métier, douze fanfares qui jouent les hymnes nationaux, une dizaine de chars allégoriques, un nombre «infini» de drapeaux et de bannières aux couleurs canadiennes, anglaises, françaises, belges et américaines. La foule des spectateurs massés des deux côtés de la rue, sur toute l'étendue du parcours, contemplant et applaudissent au passage ces travailleurs dont le nombre est évalué entre 15 et 18 000. Plusieurs maisons sont décorées le long du parcours. Dans le défilé, les membres de plusieurs syndicats portent avec fierté leur vêtement de travail: les plâtriers en costume blanc, les ferblantiers en salopette bleue avec leur casque en fer blanc, les métallurgistes en tricot rouge, les mouleurs avec leur pelle sur l'épaule et les souffleurs de verre portant à la main une canne en verre. Le char allégorique du syndicat des ingénieurs stationnaires porte une machine à vapeur en action; un autre, celui des débardeurs, représente un navire en chargement; un troisième illustre la construction métallique; et un autre, celui des tailleurs de pierre, fait entendre un air connu grâce aux coups de boucharde sur une immense galette de pierre. Pour sa part, l'Union des employés civiques est escortée par plus de cinquante cavaliers. Le maire Médéric Martin, escorté d'un détachement de constables et de pompiers en grande tenue, marche dans les rangs de l'Union des cigariers, dont il est un des membres. L'exécutif du Conseil et ses invités ferment le cortège¹⁶. Dans l'après-midi, un pique-nique pour les familles ouvrières a lieu au Parc Dominion où un programme de jeux est prévu pour les enfants et les adultes et où des prix sont distribués aux participants ayant obtenu les meilleurs résultats. C'est donc une manifestation grandiose qui se déroule à Montréal le premier lundi de septembre et qui a peu à envier à l'époque, en terme de participation populaire, au défilé de la Saint-Jean-Baptiste.

Dans leurs messages annuels aux travailleurs et leurs discours de circonstance, les dirigeants syndicaux s'épanchent sur la signification de la Fête du travail. On en fait un jour dédié à la gloire des travailleurs, célébrant leur contribution au progrès et à l'avancement de la civilisation. C'est une façon aussi, disent-ils, de démontrer publiquement dans un grand rassemblement l'unité et la force de la classe ouvrière; ils veulent ainsi inspirer le respect des autres classes de la société. Ce jour est l'occasion aussi de proclamer la nécessité de la solidarité des travailleurs dans le mouvement syndical, organisation dont on fait valoir qu'elle a permis la

¹⁵ *La Presse*, 8 sept. 1914, p. 2.

¹⁶ *Ibid.*; *La Patrie*, 8 sept. 1914, p. 4.

reconnaissance sociale des travailleurs et l'amélioration du sort de la classe ouvrière. Enfin, il est de bon ton de faire état des conquêtes obtenues, d'identifier les problèmes de l'heure et d'évaluer le chemin à parcourir. Ce n'est pas dans un esprit de défiance envers le patronat ou les autres classes de la société que la fête est célébrée; on fait valoir la nécessité de la coopération entre le Capital et le Travail, mais en autant bien sûr qu'on respecte la justice et les droits du peuple.

Dans les quotidiens montréalais, une large place est faite tant pour annoncer le programme de la Fête du travail que pour rendre compte des manifestations. Au début du siècle, il n'est pas rare qu'une page complète, à la une du journal, soit consacrée à rendre hommage aux travailleurs et à illustrer la Fête du travail. Invariablement un éditorial accompagne où on vante la noblesse du travail, élément indispensable à la prospérité industrielle. Le syndicalisme est accueilli avec faveur mais en autant qu'il évite les grèves parce qu'elles ont un effet destructeur et ne profitent à personne. En contrepartie, évidemment, les éditorialistes prêchent la collaboration de classe, présentée comme un ingrédient essentiel au progrès social et au développement économique¹⁷.

Le succès de la Fête du travail amène d'autres groupes à vouloir en modifier la signification. En 1907, le Parti socialiste de Montréal invite le Conseil des métiers à célébrer avec lui le 1er mai, fête internationale des travailleurs. Après un long débat, il s'y refuse alléguant qu'il ne partage pas les principes socialistes et qu'il ne reconnaît pas d'autre Fête du travail que celle du premier lundi de septembre¹⁸. L'année précédente, les socialistes ont célébré pour la première fois le premier mai avec beaucoup d'éclat, drapeau rouge en tête. L'année suivante, la police disperse les manifestants et, dans les années subséquentes, les socialistes ont souvent maille à partir avec les policiers car les autorités municipales n'apprécient guère leurs idées révolutionnaires¹⁹. Tout comme les syndicats internationaux d'ailleurs dont le projet de société est d'inspiration différente. Le projet de

consacrer le 1er mai aux travailleurs origine du congrès de fondation de la Deuxième internationale à Paris en 1889. On veut rappeler la lutte pour la journée de huit heures et les événements sanglants qui ont marqué la grève de Chicago trois ans plus tôt. Mais les syndiqués nord-américains ne suivent pas l'appel de la Deuxième internationale puisqu'ils ne partagent ses idéaux et qu'ils célèbrent déjà, comme nous l'avons vu, la Fête du travail le premier lundi de septembre.

Plus sérieuse pour les syndicats internationaux est la menace du clergé catholique qui s'émeut de leur expansion à Montréal au tout début du siècle. Quelques grèves importantes et la venue de Samuel Gompers à Montréal en 1903 décident Mgr Bruchési, archevêque de Montréal, à rendre publique une lettre pastorale où il met en garde les catholiques contre les unions internationales qui «n'ont rien de commun avec nos dispositions de tempérament, avec nos moeurs et nos croyances»²⁰. L'année suivante, il invite les travailleurs montréalais à marquer la Fête du travail par une messe célébrée à l'Église Notre-Dame, le dimanche soir qui précède le premier lundi de septembre. Ce n'est pas clair mais il semble que l'archevêque ait d'abord proposé au Conseil des métiers et du travail une messe le matin même du défilé et que le Conseil ait refusé faisant valoir que la fête, ouverte à toutes les dénominations religieuses, n'a pas de fonction religieuse à son programme²¹. En 1904, des milliers de travailleurs se présentent donc à l'église Notre-Dame où le prédicateur dans son sermon fait valoir que l'Église a toujours eu une attention particulière pour l'ouvrier et qu'elle détient la solution des questions sociales²². Dans les années subséquentes, ces sermons sont l'occasion d'égrotter les syndicats internationaux et de paver la voie à la formation de syndicats catholiques.

En 1921, l'archevêque supprime la messe du dimanche pour la remplacer par un pèlerinage des seuls syndicats catholiques à la Pointe-aux-Trembles; ces derniers, maintenant assez nombreux, viennent de fonder un Conseil central l'année précédente. Mais l'année suivante, on revient à une manifestation ouverte à tous les travailleurs à l'Oratoire Saint-Joseph, le dimanche après-midi; les syndicats catholiques se contentent d'un pique-nique et de jeux dans un parc, le lundi après-midi. À partir de 1924, ils forment un défilé, avec fanfare en tête,

¹⁷ Voir l'analyse éditoriale de James Lahey, *The Cultivation of Healthy Ideas: Labor Day in the Montreal Press 1886-1950*, mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1975, 129 p.

¹⁸ *Proceedings of the Montreal Trades and Labor Council*, 21 février 1907, Fonds du Conseil du travail de Montréal, Archives de l'UQAM; *La Patrie*, 22 février 1907, p. 3.

¹⁹ Voir Claude Larivière, *Le 1er mai, fête internationale des travailleurs*, Montréal, Éd. Albert Saint-Martin, 1975, 45 p.

²⁰ Mgr Bruchési, «Sur la question ouvrière», 15 août 1904, dans *Mandements, lettres pastorales...*, vol. 13, p. 532.

²¹ *La Presse*, 30 août 1904, p. 4. À Québec, au début du siècle, une messe a lieu le lundi matin avant le défilé.

²² *Ibid.*, 6 sept. 1904, p. 4.

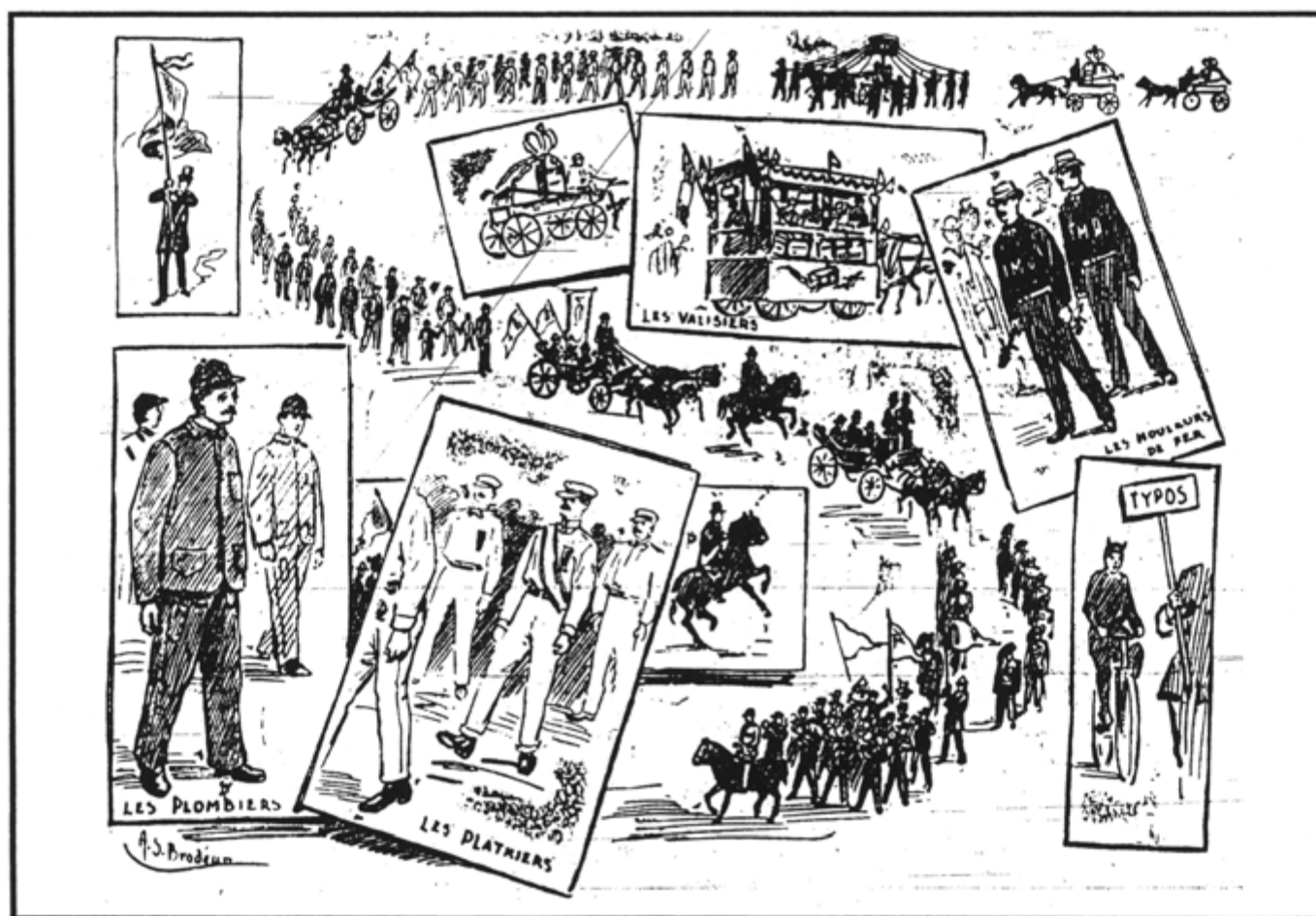
sur un très modeste parcours puisqu'il s'ébranle en face de l'Oratoire au collège Notre-Dame. Compte tenu de leur nombre à Montréal, il est gênant de s'afficher sur un parcours plus long puisqu'ils ne font pas le poids avec les syndicats internationaux. En revanche, la célébration religieuse en plein air, présidée par l'archevêque assisté de plusieurs dignitaires religieux, attire de vingt à trente mille personnes dans les années vingt et trente, foule composée des travailleurs avec leur famille et de pèlerins. Les prédicateurs font souvent valoir la nécessité pour les catholiques de s'organiser dans des syndicats confessionnels. En 1936 et 1937, le premier ministre Duplessis assiste à la cérémonie religieuse, mais s'abstient, tout comme le ministre du Travail, de se joindre au défilé des syndicats internationaux. À partir de 1946, les syndicats catholiques ajoutent, le dimanche soir, une procession aux flambeaux et plus tard un feu d'artifice. En 1956, la cérémonie est reportée au lundi, Fête du travail; elle n'entre plus en compétition avec le défilé des syndicats internationaux puisque ces derniers l'ont annulé depuis trois ans.

Après la Deuxième Guerre, le défilé de la Fête du travail organisé par les syndicats internationaux perd beaucoup de sa popularité auprès des syndiqués. En 1947 et 1948, à peine 5 000 personnes prennent part au défilé. Gustave Francq, s'en plaint dans *Le Monde Ouvrier*: on n'a plus la Fête du travail d'antan, écrit-il, alors qu'il n'était pas rare de voir parader un syndicat avec cent pour cent de ses membres et qu'il n'y avait pas assez de fanfares dans le district de Montréal pour suffire à la demande²³. Comme le défilé est contremandé en 1952 à cause de la pluie, le Conseil prend le parti, l'année suivante, de le remplacer par un spectacle de variétés au Palais du Commerce. Cette formule est conservée jusqu'en 1963, tout au plus se contente-t-on, pour certaines années, de déplacer le spectacle vers le Forum ou le Chalet de la

Montagne. C'en est donc fini dans les années 1950 du traditionnel défilé visant à démontrer la force, la solidarité et l'unité des travailleurs. On observe cependant encore des défilés ailleurs au Canada où, semble-t-il, la participation s'effrite aussi graduellement (1957: 15 000 au défilé de Toronto).

Dans les années 1950, les dirigeants syndicaux montréalais expliquent la désaffection des syndiqués par le désir de beaucoup d'entre eux de s'offrir des vacances à l'extérieur de la ville pour cette dernière fin de semaine de l'été. La fête est donc quelque peu victime du choix du lundi pour marquer la célébration. À l'origine, il pouvait être alléchant de prolonger le congé du dimanche par celui du lundi; mais le samedi devenant lui aussi un jour de relâche, il devient alors tentant de profiter de ces trois jours de congé pour s'éloigner de la ville. À la source de ce désintéressement des ouvriers, on peut invoquer aussi les dépenses de plus en plus importantes que nécessitent l'embauche d'une fanfare ou la préparation d'un char allégorique. Fabriqués avec des moyens artisanaux, les chars ne peuvent rivaliser avec ceux du défilé de la Saint-Jean-Baptiste où on compte sur le soutien financier d'entreprises commerciales. De plus, les journaux mettent beaucoup moins en évidence la fête à partir des années 1920 et la célébration est devenue un fait divers placé loin à l'intérieur du journal dans les années 1940. Enfin, il y a lieu de se demander si la disparition de ce symbole peut être le reflet chez les cols bleus d'un affaiblissement du sens d'appartenance à la classe ouvrière. Avec la prospérité de la guerre, la mobilité sociale s'accroît et la fierté d'appartenir à cette classe n'a peut-être plus le même sens.

²³ *Le Monde Ouvrier*, 3 septembre 1948, p. 1.



La Presse, 3 septembre 1901, p. 1.

ARTICLE

SERVICE FAMILIAL DES ENFANTS ET USAGE SOCIAL DU TRAVAIL DES FILLES, DU TOURNANT DU SIÈCLE JUSQUE VERS 1950.

par Diane Gervais, ethnologue, Institut interuniversitaire de recherches sur les populations (IREP), Université du Québec à Chicoutimi.

Cet article est une version de l'exposé présenté le 12 avril 1996 lors du colloque «Le travail des jeunes au Québec: une longue histoire» du RCHTQ.

Mes recherches sur la transmission des exploitations agricoles des rives du Saint-Laurent¹ m'avaient sensibilisée à la question du travail des enfants dans les campagnes, sans que j'aie vraiment pris la peine d'approfondir la question. L'occasion m'en a été donnée lors du dernier colloque de la RCHTQ. Yves Otis avait eu l'idée d'un atelier sur le thème du «service familial» dans les familles d'agriculteurs et en avait posé le cadre général dans la communication d'introduction². Aussi, sans mise en contexte élaborée, je livrerai ici quelques directions de recherche suggérées par une première approche du problème. Le tout n'est qu'exploratoire et risque d'apparaître superficiel. Il s'agit simplement de faire valoir la pertinence d'un objet de recherche encore peu exploré.

Avant de préciser la notion de «service familial», il serait utile de rappeler que sur les fermes familiales (qui constituent le mode principal d'exploitation agricole au Québec), la production s'effectue à partir d'une forme familiale d'organisation du travail où la contribution de l'homme, de la femme et des enfants est requise. Tous les membres de la famille, y compris le père, doivent donner généreusement leur temps sans recevoir de salaire. Une division hiérarchique du travail prévaut toutefois. Le père est chef d'exploitation, tandis que femme et enfants sont des aides familiaux. Dans un tel contexte, les relations familiales et les relations de travail sont

vécues, ressenties et représentées dans une structure unitaire³.

Suivant les termes de Tamara Hareven, derrière une telle organisation communautaire du travail se cache une conception organique de la famille qui exige la subordination presque totale des désirs individuels aux besoins du groupe familial⁴. Cependant, comme l'a souligné Yves Otis dans sa communication, on ne peut considérer le travail des enfants sur la ferme familiale sans mettre au cœur du problème l'enjeu que représente pour eux le patrimoine familial. La succession à la tête de l'exploitation du père constitue un héritage inestimable pour un enfant d'agriculteur. Or, un seul enfant, un garçon parmi les plus jeunes, héritera du bien de son père, tandis que tous les enfants sont appelés à «servir» leurs parents. Dans ce contexte où le patrimoine apparaît comme une sorte de miroir aux alouettes pour la plupart des enfants, comment se moduleront les prestations de services de chacun, comment réfléchiront-elles la position de chaque enfant dans sa relation aux parents et dans quelle mesure interviennent-elles dans les relations des enfants entre eux ? L'on pressent derrière ces questions combien sont complexes les relations familiales engagées dans ce que Gérard Bouchard, le premier, croyons-nous, a nommé «le service familial»⁵. Suivant ces considérations, nous définissons donc le service familial comme une contribution intensive des enfants à l'économie familiale, jouée autour de l'enjeu du patrimoine et qui instaure un mode de relation particulier entre les membres de la famille.

¹Diane Gervais, «Succession et cycle familial dans le comté de Verchères, 1870-1950», *RHAF*, à paraître, été 1996.

²Yves Otis, «Les limites du service familial : enfants et travail dans les campagnes québécoises», communication présentée au Colloque du RCHTQ, le 12 avril 1996 à l'Université de Montréal.

³Alice Barthez, *Famille, Travail et Agriculture*, Paris, Economica, 1982, 192 p.

⁴Tamara K. Hareven, «Les grands thèmes de l'histoire de la famille aux États-Unis», *RHAF*, vol. 39, no 2, automne 1985, p. 193.

⁵Gérard Bouchard, «La reproduction familiale en terroirs neufs. Comparaison sur des données québécoises et Françaises», *Annales ESC*, 1993, p. 430.

Les trois pistes de recherche qui seront explorées ici n'ont aucunement la prétention de cerner la question. Elles reflètent uniquement des préoccupations de recherches toutes personnelles et récentes de surcroît. Il sera d'abord signalé l'intérêt que représente, pour l'analyse du service familial, la perspective anthropologique de la place du don dans la construction du lien familial. Dans cette optique, nous examinerons la relation d'obligations entre parents et enfants qui est spécifique à la dynamique du service familial, pour en suivre les avatars dans les nouvelles conditions d'accès au patrimoine amenées par le XXe siècle.

En second lieu, nous nous pencherons sur le travail des filles, car le travail des enfants est marqué de la division sexuelle du travail sur la ferme et comme tel il se pose comme le lieu privilégié et unique de l'apprentissage des rôles familiaux et sociaux. C'est ainsi que le service familial des filles sera vu comme la pierre angulaire de la construction de l'identité et des rôles féminins et comme un moyen de diffusion de certain modèle familial. En même temps, l'on s'intéressera à un usage social du travail des filles, ou du non-travail des filles, par leur père, dans sa recherche de distinction ou dans son désir de maintenir son statut social.

L'ensemble se fonde essentiellement sur des témoignages oraux recueillis auprès d'agriculteurs et d'agricultrices, soit sur une quinzaine d'extraits d'entretiens recueillis dans quelques vieux terroirs du Saint-Laurent⁶. Les entretiens couvrent généralement deux générations : les couples mariés au tournant du siècle et ceux qui se sont mariés autour des années 1930-1940. Il importe de rappeler, dès le départ, qu'avant 1950 la majorité des familles rurales sont très nombreuses. La pratique du service familial des enfants doit se comprendre dans ce cadre familial traditionnel où, dit-on, «les enfants, ça n'appauvrit pas» ; une formule qui ne doit pas être entendue dans son seul sens utilitariste.

⁶Je tiens à remercier ma vaillante brigade d'interviewers : Gaétane Gauthier, Suzanne Lussier, Louise Ouimet, Vincent Pouliot et Yves Turgeon, tous formés au Célat, à l'Université Laval. Les citations proviennent d'un corpus d'entretiens auprès d'agriculteurs et d'agricultrices, conduits dans le cadre du «Projet Saint-Laurent» qui s'intéresse à la reproduction familiale au Québec. Le projet émane de l'IREP, Université du Québec à Chicoutimi.

LA RELATION OBLIGATAIRE DANS LE « SERVICE FAMILIAL »

Le service familial se définit donc comme une contribution intensive des enfants à l'économie familiale, avec en arrière plan, la perspective d'un établissement sur une ferme. Or, sur la période considérée, les perspectives d'établissements de chaque fils et filles d'agriculteurs vont évoluer sensiblement. A la fin du XIXe siècle, un père de famille pouvait raisonnablement envisager la possibilité d'établir sur une terre la plupart de ses enfants. L'usage voulait que le père achète une terre à chacun de ses garçons, sauf pour l'un d'entre eux, à qui il cédait la sienne, vers l'âge de la retraite. Quant aux filles, elles étaient établies par leur mariage à des agriculteurs.

Au tournant du siècle, la perspective des établissements multiples apparaîtra de plus en plus aléatoire, tandis que la pratique du service familial perdure. Les représentations familiales qui y étaient attachées feront vite figure d'anachronisme. Autrefois, un père de famille qui avait acheté une terre à chacun de ses garçons et transmis la sienne à son successeur, pouvait dire, par exemple, «Au fond, ils l'on payé eux-mêmes». Si, par contre, le travail donné n'est pas considéré payé de retour, les perceptions ne seront plus les mêmes.

Examinons cette logique du service familial qui veut que les enfants soient engagés dans une relation obligatoire avec leurs parents. D'après un modèle d'interprétation de la place du don dans les rapports familiaux, l'échange entre parents et enfants apparaît «comme une succession d'actes qui entretient une asymétrie des positions entre les échangistes»⁷. Cela signifie que pour maintenir le lien familial, le sentiment de dette doit être entretenu, tandis qu'au contraire, faire un bilan des dettes réciproques met fin à la relation engagée.

«Nous autres, les enfants on était obligés aux parents», dit un témoin, laissant à entendre que l'échange était asymétrique, en ce sens que les enfants se trouvent dans une situation de dette vis-à-vis des parents. L'échange parents/enfants est assurément asymétrique. Dans le cas spécifique du service familial, il faut aussi considérer

⁷Françoise Bloch et Monique Buisson, «Du don à la dette: la construction du lien social familial», *Revue du Mauss*, No 11, premier trimestre 1991, p. 59.

l'asymétrie qu'on observe entre les enfants, suivant la place que chacun occupe relativement à sa part du patrimoine. Ainsi, suivant les différents modes d'établissements qui prévalent au tournant du siècle, l'on estime que trois modes de relations sont impliqués dans les obligations des enfants vis-à-vis des parents et réciproquement.

Au risque de grossir les traits, considérons chacune des relations impliquées, d'abord en ce qui concerne les garçons, puis les filles. Parmi les garçons, le successeur jouit d'un statut particulier. En se mariant, il reste sur la terre et dans la maison de ses parents, où s'introduit son épouse. Le successeur est engagé dans une relation d'obligation avec ses parents volontairement entretenue de part et d'autre et qui ne s'arrêtera qu'avec le décès de ses parents. Depuis son jeune âge, le successeur travaille gratuitement sur la ferme parentale. En contrepartie, il sera nourri et logé avec sa famille jusqu'à ce que son père lui donne le bien, ce qu'il fera à un âge relativement avancé. Lorsque le père cède enfin le bien à son fils, toutefois, l'un et l'autre ne s'en trouvent pas quittes. Le lien familial sera entretenu désormais par une inversion des obligations et des responsabilités. L'ancien obligé, devenu chef de famille à la place de son père, perçoit à son tour les revenus de la ferme, en échange de quoi, c'est lui qui prend en charge ses parents ainsi que ses frères et sœurs non encore établis, le cas échéant. Ces derniers devront travailler sous ses auspices, sans aucune rémunération. Ils sont dorénavant subordonnés à leur frère successeur en échange du gîte et du couvert et, éventuellement, d'une aide pour leur installation future.

Une telle inversion des obligations entre les parents et leur successeur est perçue comme étant incertaine et risquée. C'est pourquoi les nouvelles obligations du successeur sont scrupuleusement inscrites dans une transaction notariée, le plus souvent une «donation de biens». En «se donnant» de la sorte, les parents craignent de se retrouver sans aucun moyen de subsistance. Ils se sentent en quelque sorte à la merci de leur fils, un sentiment qu'une vieille maxime de droit français exprime par ces mots : «Qui le sien donne avant de mourir, bientôt s'apprête à moult souffrir.»

Au XXe siècle, par le biais de la monétarisation de la succession, un changement majeur s'imisce dans les relations entre les parents et le successeur. Les parents ne donnent plus leur bien mais ils le vendent à leur fils. La vente n'implique qu'une contrepartie en espèces sonnantes. Elle sonne le glas des obligations de soutien

et de services. L'achat de la propriété par le successeur, fait de lui un héritier semblable à ses frères et sœurs, en ce que l'échange de la propriété contre son équivalent en numéraire annule le sentiment de dette et met un terme à la relation obligataire entretenue avec ses parents. En effet, désormais, lorsque que le fils se marie et achète le bien, ses parents quittent la maison, tout comme ses frères et sœurs qui s'y trouvent encore. Envers ces derniers non plus, il n'a plus aucune obligation.

Voilà pour le successeur, examinons maintenant le cas des autres garçons de la famille. Enfants, ils doivent eux aussi travailler gratuitement pour le père. Mais, pour ce qui les concerne, ils travailleront jusqu'à leur mariage seulement, qui se situe en moyenne autour de 24 ans, généralement plus tôt que le successeur. En échange du travail qu'ils auront fourni dans leur jeunesse, le père leur procurera une terre pour s'y installer avec leur famille. Dès lors, contrairement à leur frère successeur, puisqu'ils sont installés par leur père hors de la maison familiale, les frères non successeurs sont affranchis de leurs obligations envers leurs parents. La dette du père envers eux, ou celle du garçon vis-à-vis du père, peut être considérée comme annulée. La relation obligataire a connu son terme.

Il en va tout autrement du service familial des filles, qui ne trouve pas de contrepartie dans leur propre famille, car le père ne va pas les établir, c'est-à-dire qu'il ne leur achètera pas de terre comme il le fait pour ses fils. Pour elles, le retour vient d'ailleurs : elles épouseront un fils d'agriculteur qui sera établi par son père. Est-ce ainsi que les filles font l'apprentissage du don de soi ? L'échange paraît en effet bien inégal, car les filles ont toutes donné de leur temps, sauf les plus jeunes dans certains cas, soit aux travaux domestiques soit au jardin soit à la traite des vaches, voire aux champs, et cela est tout particulièrement vrai des aînées qui «n'ont pas de garçons devant elles». Pour évaluer à sa juste mesure l'inégalité faite aux femmes, il faut cependant prendre en considération le fait que l'on se trouve, dans la campagne traditionnelle, dans un monde organisé autour de l'unité familiale d'exploitation plutôt que de l'individu, où une fille établie par mariage est considérée établie à l'égal de ses frères. C'est ainsi qu'avec leur mariage, comme leurs frères non successeurs, les filles sont affranchies de la relation obligataire engagée avec leurs parents.

Il ressort de cette brève analyse que le service familial des enfants peut être étudié du point de vue de la construction du lien familial autour de la perspective d'un retour

du don dans un établissement futur. Comme cette perspective varie selon le sexe et selon le rang dans la famille, chacun occupe une position différente dans la relation obligataire entretenue avec les parents.

Au XXe siècle, cependant, rares seront les père de familles qui pourront établir autour d'eux la plupart de leurs enfants. La perspective même est quasi disparue de l'imaginaire collectif. Le caractère de réciprocité de l'échange n'a plus de lieu, en sorte que les représentations attachées au service familial vont se transformer pour s'articuler autour de la notion fataliste du «rang dans la famille».

Laissons la parole à quelques témoins. Le premier (10e né d'une famille de 15 enfants) est le successeur de son père. Il exprime en ces termes l'organisation familiale du travail: «A cinq ou six ans, dit-il, on commençait à travailler. On chialait mais on y allait. Moi, j'ai travaillé plus que les autres. Les premiers sont partis de bonne heure pour travailler. Les derniers sont allés à l'école plus, en dehors. J'ai commencé de bonne heure à être responsable de la maison. A 13 ans, je runnais la sucrerie». Voyons ce que dit une femme maintenant: «Les deux plus vieilles, on en a mangé une ! Mais c'est normal, c'est à cause de notre rang dans la famille. J'en tiens pas rigueur à mes parents». Nombreux en effet sont les témoignages incriminant le rang dans la famille comme seule justification d'un travail très lourd exigé des enfants. Les aînés écopent davantage. Leur constat, généralement amer, préserve mal une image positive des parents. L'institution du service familial est ébranlée.

USAGE SOCIAL DU TRAVAIL DES FILLES

La paysannerie de la fin du XIXe siècle, subit un processus continu de différenciation sociale⁸. Certains des témoignages recueillis l'attestent bien. Ainsi, par exemple, on fait une distinction entre les gens du village et les gens de la campagne en disant de ces derniers qu'ils «tranchent épais». L'on dit aussi que les filles du village, élevées chez les soeurs, ont un «meilleur fini» que celles des campagnes scolarisées à l'école de rang, ou encore l'on divise l'espace villageois en quartiers auxquels on

attribue un nom ou un surnom. Pour l'agriculteur de la fin du XIXe siècle, le grand signe de la distinction sociale tourne autour de sa capacité de vivre et faire vivre sa famille sans avoir à travailler, «de vivre de ses rentes», comme on dit. Donc l'agriculteur n'est pas indifférent aux considérations de classes et de statut. Il est soucieux à la fois de son statut dans la famille et du statut de sa famille dans le voisinage. Ses filles notamment lui servent de vitrine sociale. Examinons l'hypothèse suivant laquelle, pour la femme rurale née dans les premières décennies de ce siècle, le père pourvoyeur aurait précédé le mari pourvoyeur. Le modèle dit «de la famille bourgeoise» qui valorise le mari pourvoyeur se serait diffusé sur le calque de la relation père-fille.

Au cours des entretiens exploratoires, le discours de certaines femmes laisse entendre que, dans leur itinéraire personnel, l'image de l'homme pourvoyeur est d'abord associée au père. On objectera qu'on est petite fille avant d'être épouse. Rappelons que dans la société que nous décrivons ici, les enfants, dès leur plus jeune âge, contribuent de manière intensive à l'économie familiale. Ce sont eux, aussi bien les garçons que les filles, qui, au besoin, travailleront à l'extérieur de la maison et non pas l'épouse. C'est ainsi que l'image de la famille dans le voisinage est liée à la manière dont le père tire profit du travail de ses filles.

En 1938, après avoir vendu à son fils sa propriété, selon les nouveaux usages, un père de famille a dû quitter sa ferme pour vivre au village de la rente de la terre vendue. Ce père ne part pas seul bien entendu, il emmène avec lui sa femme et ses deux filles, dont la plus jeune est notre témoin. Cette dernière affirme que son père disait: «J'ai pas besoin que vous alliez travailler, comme ça vous ne serez pas à moitié ruinées quand vous vous marierez! [...] Garder ses filles à la maison, c'était valorisant pour le père. Il était capable de nourrir sa famille! Quand il allait fumer sa pipe au village avec les autres rentiers, il était quelqu'un, il était entouré!».

Dans les familles d'agriculteurs aisés, le père qui se respecte se refuse à ce que ses filles travaillent contre rémunération. En revanche, même de famille aisée, une fille doit toujours aider sa mère aux travaux domestiques. C'est là le domaine privilégié du service familial féminin. Apprentissage des rôles et image de solidarité familiale obligent.

⁸Lise Pilon-Lé, «La différenciation de la paysannerie montréalaise au XIXe siècle: le problème et les faits», *Culture*, no 1, 1981, pp. 48-55.

Dans les familles moins aisées, le père peut se voir dans l'obligation de faire travailler ses filles en vue d'une rémunération. Il devra choisir essentiellement entre les métiers de servante, de couturière et d'institutrice. Il n'ignore pas cependant les jugements de valeur portés sur les rares emplois disponibles pour les filles à la campagne.

Au bas de l'échelle se trouvent les servantes, en particulier parce que les petites servantes doivent sortir de chez elles et quitter leur réseau de protection naturel, ce qui laisse craindre pour leur virginité. A lui seul, le risque encouru entache : moralité des filles et considération sociale vont de pair. La famille dit des servantes qu'elles «sont parties», dès lors qu'elles ont commencé à travailler. Vers 12-13 ans, elles travaillent chez des parentes, plus tard, chez un veuf ou chez quelque notable du village. Si la fille travaille dans une bonne famille, pour anoblir le métier, on dira qu'elle est «dame de compagnie». Les mauvaises langues disent que les filles de la campagne ne se plaignent pas de ce travail, trop contentes d'aller vivre au village. Les servantes souvent ne retournent chez elles qu'à toutes les deux fins de semaines et ne gagnent presque rien, juste de quoi subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Il ne s'agit pas là de service familial, mais d'une exclusion précoce. L'avantage pour le père, tient à ce que ces filles ne constituent plus une charge pour la famille.

Le travail rémunéré que les filles peuvent exécuter tout en restant à la maison est mieux valorisé. C'est le cas des couturières qui se divisent en deux catégories hiérarchisées. Il y a un monde entre les couturières qui font de la confection et celles qui font du travail à la pièce, en sous-traitance, pour de petits entrepreneurs. Contrairement au travail de servante, la couture se situe tout à fait dans la logique du service familial des filles. L'on y gagne un apprentissage, l'on donne son salaire à la famille et l'on contribue aux besoins familiaux en vêtements, couvertures, linges de table, etc.

Dans les années 1930-40, des entrepreneurs de Montréal ou d'un gros village des environs apportaient dans les maisons les pièces à coudre. Vers l'âge de 15 ans, les petites couturières travaillaient suivant un horaire très strict. Elles se mettaient à l'ouvrage dès 8 heures du matin, s'interrompant au besoin pour aider la mère aux tâches domestiques ou à la ferme. Après le souper, elles s'y remettaient avec les petits ouvrages (poser les boutons par exemple) pour prendre de l'avance sur le lendemain. L'aînée travaillait la première sur la machine à coudre à

pédale de sa mère jusqu'à ce qu'on ait les sous pour acheter une, puis deux machines à coudre industrielles. A chaque acquisition, une nouvelle fille prenait le collier. Les filles achetaient ainsi la machine à coudre qu'elles apporteraient avec elles au mariage. C'est tout ce qu'elles auront en échange du travail d'une petite dizaine d'années ainsi que le trousseau, qu'elles auront confectionné elles-mêmes, et le fameux «set de chambre».

Le cas des institutrices, bien qu'elles soient plus rares, est intéressant. Ce métier féminin, au contraire des premiers, est très valorisé. Il exige quelques années de plus d'études au village, ce qui est onéreux, surtout pour les gens de la campagne qui doivent placer leur fille comme pensionnaire. Même chez les plus pauvres et même dans les familles nombreuses, l'on peut remarquer la présence d'une fille institutrice. Dans ces cas, invariablement, il s'agit de la plus jeune, que son rang dans la famille aura privilégié. Cette fille, qui reste au pays et y trouvera à se marier assez bien, du reste, rachète en quelque sorte l'honneur d'une famille qui n'a pu établir correctement ses enfants.

LA CONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ FÉMININE

Une théorie de la psychologie sociale veut que la personnalité soit stabilisée relativement tôt et ne subisse ensuite que des variantes de la personnalité initiale⁹. A cet égard, le service familial des filles se révèle la pierre angulaire de la construction de l'identité féminine.

Examinons les trajectoires de vie de deux informatrices et leur manière de se définir suivant les étapes de leur vie, soit en intégrant, soit en rejetant le travail effectué dans l'enfance et l'adolescence. Les deux témoins étaient des aînées de familles nombreuses. Très jeunes, elles ont fait tous les travaux en alternance, notamment les durs travaux de la ferme et la couture à la pièce, de façon intensive, de nombreuses années. Elles se sont mariées dans les années 40. Pour faire sa cour, leur soupirant disait «Je ne cherche pas un homme engagé, mais une femme pour la maison !». A cette époque donc, les maris

⁹Anselm Strauss, *Miroirs et masques*, Paris, Métailié, 1992, p. 97.

emboîteraient le pas aux pères des familles aisées du début du siècle, qui se targuaient de pouvoir faire vivre leurs filles sans qu'elles doivent travailler.

L'on retire de ces entretiens et de quelques autres le sentiment que le modèle de la famille bourgeoise se serait d'abord installé dans la relation père/fille, pour gagner, avec une génération de retard, la relation mari et femme. En même temps, les nouvelles valeurs familiales se répandent en dehors des milieux aisés. Je livre cette piste de recherche avec beaucoup de réserves. Elle mérite certainement d'être poursuivie et appuyée sur un échantillon plus large.

Poursuivons l'analyse des témoignages cités sous l'angle de la construction de l'identité. Une fois parvenues à l'âge de la retraite, les deux femmes se retrouvent au Cercle des fermières, où elles font du tissage et de la couture. Elles disent aujourd'hui fièrement: «Moi, je ne travaille pas pour vendre, mais pour donner à ma famille et pour des expositions». L'expérience douloureuse de l'adolescence est revalorisée. Leurs nouvelles pratiques de couturières permettent à ces femmes de préserver la cohérence et la continuité de leur trajectoire de vie et de construire une image d'elles mêmes plus positive.

Au contraire, un effet pernicieux du service familial peut se révéler dans un cloisonnement des rôles qui fige des personnalités pour le reste de leur vie. Dans l'enfance, en effet, selon leur rang dans la famille ou selon leurs préférences, il pouvait arriver que les enfants se cantonnent dans une activité plutôt qu'une autre. Une soeur se consacrait au jardin et à tous les travaux à l'extérieur, par exemple, tandis qu'une autre se consacrait à la cuisine et au travail domestique.

Trois soeurs qui vivent toujours ensemble à un âge très avancé, donnent une image saisissante de cette immobilité des rôles. Toutes trois ont dépassé largement les 70 ans. La plus âgée, qui, la première, avait aidé sa mère, avait quitté l'école de bonne heure. Depuis, pour le reste de sa vie, elle est restée à la maison, sans salaire, à s'occuper de la couture, de la cuisine et de l'entretien de la maison. C'est la femme de ce petit ménage à trois. Les deux autres faisaient bouillir la marmite. La première avait été institutrice au village. Etant la seule à savoir conduire l'automobile, c'est le chauffeur de la maison. L'autre avait eu un poste de responsabilité dans une institution prestigieuse, à Montréal, où elle se rendait en autobus tous les jours. C'est l'intellectuelle de la maison. Elle s'intéresse au patrimoine local et, à ce titre, sans doute, c'est elle et elle seule qui accordait les entrevues et parlait au nom des trois, alors que la collaboration de toutes les trois avait été sollicitée. Pendant les entretiens, l'aînée ne nous approchait que pour servir la collation de quatre heures, avec la discrétion et l'humilité d'une domestique.

Pour terminer, ajoutons qu'il était cependant possible à ces aînées sacrifiées de tirer un bénéfice symbolique de leur condition. En effet, le service familial accompli à faire toutes sortes de travaux sur la ferme, comme à la maison, contribue au développement d'un large spectre d'aptitudes. On peut savoir coudre, faire la cuisine, panser les blessures, aussi bien que réparer la porte de la grange ou conduire le tracteur. Or, s'il est une qualité valorisée dans les familles rurales où il est de première nécessité de posséder tous les savoir-faire, c'est bien la polyvalence. On dit à l'envi et avec admiration de ces gens qui savent tout faire, qu'ils sont «universels». C'est là où réside la valorisation de celles qui ont travaillé sans salaire, dans un grand dévouement aux autres. Par ricochet, l'institution du service familial est élevée au pinacle comme un lieu d'apprentissage incomparable.

JEUX, APPRENTISSAGES ET DESTINS PERSONNELS: POINTS DE VUE RÉTROSPECTIFS SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS (1880-1940).

par Denise Lemieux, professeure-chercheure, INRS Culture et société

Cet article est une version de l'exposé présenté le 12 avril 1996 lors du colloque «Le travail des jeunes au Québec: une longue histoire» du RCHTQ.

Le travail des enfants a acquis une visibilité accrue comme problème social lorsque des activités de production ont été déplacées dans le cadre des manufactures et des usines. La plupart des enfants travaillaient auparavant dans le contexte familial ou parfois dans d'autres familles qui les intégraient à leur maisonnée en tant qu'orphelins, apprentis, serviteurs ou servantes. Si les recensements et d'autres sources d'archives permettent de faire certaines hypothèses sur le nombre de ces petits travailleurs présents dans les établissements de travail hors famille aux XIXe et XXe siècles ainsi que sur les âges d'entrée au travail à certaines époques¹, les sources rétrospectives peuvent tout simplement nous livrer des témoignages sur des expériences de travail singulières, telles qu'elles ont été reconstruites par les mémoires individuelles et familiales².

L'objectif de cet article n'est pas de décrire le travail des enfants dans sa diversité ainsi qu'on peut le faire à partir

d'une documentation plus générale; nous nous proposons simplement en utilisant certains des témoignages contenus dans les autobiographies de situer quelques expériences de travail précoce dans les contextes qui y ont donné lieu et en particulier dans les trajectoires de vie dont ils font partie. Les textes utilisés ici montrent que le travail des enfants, expérience exigeante et souvent pénible mais valorisante, est présenté dans les récits comme étroitement liée avec les processus de mobilité de certains individus tout comme elle l'est avec la reproduction sociale qui la prolonge.

Au plan de la représentativité, on le sait, les auteurs d'autobiographies renvoient à des catégories sociales sélectives même quand on élargit les corpus aux récits de vie transcrits par des auteurs qui se sont faits à la fois ethnographes et écrivains. Récits de vie ou autobiographies, ces témoignages sont toujours des présentations après coup d'un destin dont un auteur établit le récit, quand ils ne sont pas une construction de la mémoire généalogique, donc un discours plus indirect, comme lorsque les auteurs racontent l'enfance de leurs parents³. Mais ce regard sur soi ou sur la vie de la génération précédente ne vaut-il pas le regard d'un enquêteur de l'époque sur des petits travailleurs issus d'un autre milieu que le sien, enquêteur dont le témoignage prend des allures d'objectivité parce qu'il a été déposé autrefois dans des archives dûment constituées. L'historien américain David Nasaw⁴ qui a utilisé à la fois des données d'archives en provenance des fichiers sur la délinquance et la pauvreté aux États-Unis

¹Voir l'article de Johanne Burgess dans ce numéro. Voir aussi: Bettina Bradbury, *Working Families. Age, Gender and Daily Survival in Industrializing*, Montreal, Toronto, McClelland & Stewart Inc, 1993, 310p. Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté Les conditions de vie des travailleurs montréalais, 1897-1929*, Montréal, Boréal Express, 1978, 213p. Fernand Harvey, *Révolution industrielle et travailleurs. Une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du XIXe siècle*, Montréal, Boréal Express, 1978, 347p.

²Jacques Rouillard, *Ah les États! Les travailleurs canadiens-français dans l'industrie textile de la Nouvelle-Angleterre d'après le témoignage des derniers migrants*, Montréal, Boréal Express, 1985, 155p.

³Sur ce sujet voir: Denise Lemieux, «Souvenirs d'enfance, mémoires familiales et identité», dans Simon Langlois et Yves Martin, (sous la direction de), *L'univers de la culture. Hommage à Fernand Dumont*. Québec, PUL, IQRC, 1995, p. 239-252 et «Souvenirs d'enfance», *Informations sociales, Les générations*, sous la direction de Lise Mingasson, n° 30, p. 65-71.

⁴David Nasaw, *Children of the City at Work and at Play*, New York, Oxford University Press, 1986, 256p.

au début du siècle et des souvenirs d'enfance extraits d'autobiographies fait état de la relative fiabilité de ces dernières sources.

En nous appuyant sur les données déjà analysées dans *Les femmes au tournant du siècle*⁵ mais en explorant davantage pour cet exposé quelques autobiographies masculines qui ne faisaient pas toutes partie du premier corpus, nous allons présenter ici certaines facettes des expériences de travail d'enfants ou d'adolescents, tels que remémorées pas des adultes et insérées dans un récit biographique. Plutôt que de nier la part subjective de ces récits et les fonctions de ces séquences de travail d'enfant à l'intérieur d'une histoire de vie, nous voulons mettre au contraire l'accent sur les impressions subjectives entourant ce travail et mettre en évidence ce qu'elles éclairent ou ce que leurs auteurs veulent signifier de ces destins d'adultes mis en forme par l'écriture.

JEU ET TRAVAIL PRÉCOCE: LA FORMATION DES HABITUS

Avant même que ne débutent de véritables apprentissages de travail, des jeux, activités et imitations enfantines inscrivent dans le corps et dans l'esprit des schèmes de pensées et d'action qui moulent en quelque sorte les apprentissages subséquents: ce sont ces "systèmes de dispositions durables et transposables" ou "habitus" qui servent selon Bourdieu⁶ de "principes

⁵Un corpus de ces ouvrages a été constitué pour une étude des âges de la vie des femmes: Denise Lemieux et Lucie Mercier, *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940, Âges de la vie maternité et quotidien*, Québec, IQRC, 1989, 398 p.

⁶Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, les éditions de minuit, 1980, p. 1988. "Les conditionnements associés à une classe particulière de conditions d'existence produisent des habitus, systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement "régliées" et "régulières" sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre.

générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations". Des exemples de ces constructions, on pourrait en citer plusieurs à partir de l'environnement familial, religieux, scolaire, de celui du travail ménager, agricole, ouvrier ou simplement du spectacle de la rue. Limitons-nous à ceux qui évoquent des rapports directs des enfants au travail.

Pour Henri Boudreault, un enfant de la Beauce, qui a suivi très tôt ses parents à Kénogami, ce sont les chevaux et le conducteur de voitures transportant les matériaux pour la construction de l'usine qui captivent l'imagination enfantine d'autant plus que leur conducteur est surnommé le cowboy.

Nous allions à l'école et le samedi, nous passions la journée avec le cowboy, car il domptait les chevaux pour pouvoir les atteler. Nous grimpons dans le foin pour mieux voir. Certains soir après l'école, lorsqu'il faisait beau, nous allions avec lui chercher les hommes à Arvida. Il avait quatre paires de chevaux attelés à des voitures de toile. Ce qui nous rendait assez fous pour croire que nous étions nous aussi de vrais cowboys. Ce sont là des choses que l'on se rappelle toute sa vie. (Henri Boudreau, *Vie d'homme*⁷, p. 14)

Il évoque aussi ses incursions dans l'usine où sa mère l'envoyait porter les lunch des ouvriers en pension chez eux, ce qui lui procurait de l'argent de poche. Habitant plus tard tout près d'une manufacture, il écrit:

nous allions souvent jouer dans les râpes de la planeuse et c'est probablement là que j'ai pris goût au métier parce que ça sent bon le bois, surtout lorsqu'on ne connaît pas les côtés durs et difficile du métier. (*Ibid.*, p. 22).

Henri Boudreault deviendra plus tard ouvrier dans cette même manufacture où l'entraînaient ses jeux d'enfant. La continuité entre le jeu et le travail ne se limite pas au cadre spatial. Les sous gagnés par d'autres activités enfantine l'intègre précocement à l'économie familiale. Car bien avant de travailler, cet enfant a réalisé de petits travaux rémunérés qui sont difficiles à distinguer des jeux. Cirer les bottes des pensionnaires de l'hôtel, cueillir des framboises, pêcher la truite ou piéger les lièvres,

⁷Henri Boudreault, *Vie d'homme*, Imprimerie Léopold Tremblay, Chicoutimi, 1988. 181p.

servir la messe ou peler des pommes de terre pour un vendeur de frites, tout cela semble aux frontières du jeu, bien que l'enfant gagne quelques sous remis en partie à sa mère. Aussi, se sent-il devenu un homme quand on lui propose de conduire des chevaux avec son cousin pour un salaire de 5\$ par semaine. "Nous avions onze ans", précise-t-il. "Depuis le temps que nous fouinions partout, il fallait bien que tout cela serve à quelque chose. Ce fut une belle expérience". (*Ibid.*, p. 14). Quand vient une offre de travail véritable à 13 ans, c'est parce qu'il désire quitter l'école qu'il accepte; il décrit son expérience comme: "Le dur apprentissage du travail".

En réalité, c'était l'école que je n'aimais pas. Mon père trouvait cela plein de sens. Mais ma mère me pensait plus intelligent. Elle aurait aimé que je retourne à l'école. Au fond, c'est elle qui avait raison. J'étais trop jeune pour travailler aussi fort. Il m'est arrivé d'être allé me coucher sans avoir soupé sitôt revenu du travail et d'avoir dormi jusqu'au lendemain. Nous avions des contrats avec la compagnie Price. (*Ibid.*, p. 40).

Lionel Allard évoque peut-être d'autant mieux certains *habitus* acquis dans son enfance rurale que les souvenirs en demeurent associés à son père qui mourut alors qu'il n'avait que dix ans.

Quand je fus capable de franchir les obstacles, ou de les contourner, je suivais mon père partout où je ne courais aucun danger. Les images restées accrochées à ma mémoire sont étranges. Je me rappelle ses gestes au travail, les outils et les instruments qu'il utilisait, mais je n'ai aucun souvenir précis de son corps physique, comme s'il s'agissait d'un fantôme. (Lionel Allard, *Souvenirs et Rappels historiques*, p. 8).

Dès l'âge de six ans, je me plaisais à exécuter de petits travaux faciles qui me donnaient l'impression d'être utile, voire même indispensable... Je remplissais d'eau, l'auge de la meule et je tournais la manivelle quand mon père aiguisait sa faux ou sa hache, je tenais les brancarts quand il faisait reculer le cheval, je lui apportais un par un les pôteaux de cèdres bien appointis quand il construisait une clôture. (*Ibid.*, p. 35).

Lionel Allard devenu instituteur et inspecteur d'écoles va transposer ces gestes imprégnés dans sa mémoire à travers son action pédagogique auprès d'écoliers d'origine rurale; ils l'accompagneront toute sa vie dans ses loisirs de menuisier et de sculpteur amateur.

Fils d'agriculteur, Alfred Laliberté évoque son dédain pour les travaux agricoles que d'ailleurs son père lui-même n'aimait pas; c'est sur la ferme qu'il ressent un attrait pour le travail du bois; le jeu imitateur du travail devient ici mimétisme de l'univers agricole et de ses outils:

J'avais à cette époque sept ou huit ans. C'est alors que vont se manifester les indices d'un goût ou des aptitudes qui se préciseront plus tard. Ces indices n'étaient pas encore la manifestation directe du goût pour la sculpture, mais l'instinct d'imiter ce que je voyais: des machines à battre le grain, des faucheuses enfin tous les instruments qui servaient à cultiver la terre. (Alfred Laliberté, *Mes souvenirs*⁹, p. 39).

Le travail précoce et l'absentéisme scolaire auquel l'oblige son statut d'ainé, loin de susciter une vocation d'agriculteur l'orientent tôt vers autre chose. Quand son père trop malade pour continuer d'exploiter une terre peu fertile achète un moulin à carder, c'est le jeune garçon de 12 ans qui fait fonctionner le moulin et en tient la comptabilité, tandis que le père assume la gestion et la livraison. Solitaire, le jeune garçon construit des moulins miniatures dès que la production ralentit. De là, il passe à la fabrication des meubles, puis à la sculpture de statues et, vers 15 ou 16 ans, manifeste des dons de sculpteur reconnus par un entourage pourtant illettré. Du jeu enfantin sur la ferme au travail précoce exécuté pour l'entreprise familiale, puis à la sculpture comme vocation, une trame originale se dessine qui éloigne ici de la reproduction. Outre le talent de l'enfant et son plaisir à travailler le bois, le rejet de l'agriculture transmis du père au fils l'acheminent vers une profession inédite. Dans d'autres cas, par le jeu et le travail se transmet au contraire l'amour du métier paternel.

Fils et petit-fils de capitaines de goëlette, Gérard Harvey¹⁰ baigne littéralement dans l'univers qui deviendra son milieu de travail. Son grand-père, constructeur de navire, emmènent les enfants pêcher en

⁹ Alfred Laliberté, *Mes souvenirs*. Préface par Odette Legendre, Montréal, Le Bopréal Express, 1978, 270p.

¹⁰ Gérard Harvey, *Marins du Saint-Laurent*, préface de Pierre Perrault, Montréal, Éditions du Jour, 1974, 310p.

⁸ Lionel Allard, *Souvenirs et Rappels historiques*, Sillery, Les éditions du Septentrion, 1992, 222p.

chaloupe et les désignent comme son équipage. Le petit garçon écoute fasciné les récits d'aventures des marins de la parenté, assiste à la construction des bateaux et aux randonnées sur l'eau; tous les ans, pendant les vacances, le père emmène ses fils et ses filles faire un voyage sur la goélette familiale. Fier de son métier de capitaine dont il raconte l'histoire comme une aventure et une lutte sociale, Harvey intitule pourtant "Le pénible apprentissage", le récit de sa première saison de navigation qui fut la plus dure de toute sa vie.

LES STRATÉGIES PARENTALES: ENTRE LA SURVIE QUOTIDIENNE ET L'ORIENTATION DE SES ENFANTS.

Dans ce récit comme dans les précédents, malgré l'acquisition de savoirs faire et d'attitudes façonnant une orientation précoce vers un métier ou suscitant au contraire son rejet, chaque auteur fait ressortir l'influence des stratégies parentales d'une part et de ses goûts et expériences scolaires d'autre part sur son propre destin. Dans le cas de Gérard Harvey, l'occasion de travailler sur un bateau survient alors que le garçon n'a pas encore la taille requise pour effectuer ces durs travaux. Les parents acceptent par nécessité et avec beaucoup de résistances de la part de la mère, l'offre du garçon de treize ans de remplacer un frère qui vient de quitter l'équipage. L'institutrice proteste en vain quand elle apprend le départ de l'enfant. L'auteur estime que le fait de n'avoir pu fréquenter le collège du village voisin a joué sur cette décision qui met fin à ses études.

C'est aussi la nécessité enclenchée par la maladie et la pauvreté qui met au travail un enfant qui aime la nature mais déteste le travail de la ferme. Le récit de Jos-Phydime Michaud est marqué d'un regard impitoyable sur le monde rural et l'agriculture et ce sont de nombreux épisodes qui rappellent les travaux exigés par la mère ou le père, depuis l'âge de sept ans et les absences de l'école qui suscitent des problèmes d'apprentissages. Pourtant, on sent à tous moments dans le récit, la compassion du narrateur pour ses parents, un sentiment qui va le maintenir au travail pendant de longues années.

Je ne pouvais pas quitter la terre. Dès l'âge de quinze ans, je faisais la grosse ouvrage sur la terre. Mon père n'était plus capable. Il aurait fallu que je parte sans un sou et leur laisser la terre. Le montant de la vente de la terre ne leur aurait pas permis d'acheter une maison au village. Il n'y avait même pas de pension pour les vieux dans ce temps ils auraient

connu la grande pauvreté. Alors que sur la terre, au moins nous mangions.....Je suis resté sur la terre jusqu'à la dernière limite. (Jos-Phydime Michaud, *Kamouraska...de mémoire. Souvenirs de la vie d'un village québécois*¹¹, p. 172).

Lionel Allard s'interroge à diverses reprises sur les motifs de sa mère devenue veuve de l'envoyer à dix ans à l'orphelinat où il acquiert une solide instruction élémentaire. De retour dans sa famille après plusieurs années d'éloignement, il suit son beau-père dans ses activités mais sa mère lui interdit d'utiliser les outils du menuisier. Malgré sa participation aux travaux quotidiens, sa mère s'inquiète de son avenir vu sa faible constitution. Le maître d'école propose à celle-ci de l'envoyer à l'école normale. Évoquant ce tournant de sa vie il écrit: "jamais je n'avais songé à devenir instituteur", (p. 84). Est-ce à dire que l'enfant n'avait aucun poids dans ces décisions qui ont façonné son destin personnel? Son talent pour l'étude et sa tenacité semblent avoir joué tout autant que le deuil de sa mère sur une trajectoire qui l'inscrit pour longtemps dans la filière scolaire. Il puise naturellement dans les schèmes orienteurs de son enfance des moyens d'enseignement qui rapproche l'école des écoliers ruraux. En réalité, les autobiographies sont plus souvent des récits de mobilité que de reproduction. Faut-il s'en étonner puisque le changement social suscite alors d'importants mouvements de population du milieu rural au milieu urbain. L'exemple suivant permet de cerner un parcours où le travail d'enfant sur la ferme achemine vers la recherche d'un métier moins ardu et mieux rémunéré.

Joseph-Edmond Mc Comber¹² a retracé avec minutie les étapes de sa vie d'écolier participant aux travaux des champs après l'école et pendant les vacances sous la direction d'un père veuf qui dirige avec rigueur et sagesse le travail et l'éducation des enfants; favorable à l'instruction, le père accède aux demandes de son fils de fréquenter l'école du village. La difficulté d'exécuter les travaux agricoles pour ce garçon peu robuste joue un rôle certain dans son désir d'être dispensé de ces activités en allant pensionner à l'extérieur. Fasciné par les voyages de ses héros de littérature enfantine, il part à 14 ans pour

¹¹Jos-Phydime Michaud, *Kamouraska, de mémoire...Souvenirs de la vie d'un village québécois* Recueillis par Fernand Archambault, Paris et Montréal, François Maspéro et Boréal Express, 1981, 260p.

¹²Joseph-Edmond Mc Comber, *Mémoires d'un bourgeois de Montréal*, Préface de Jean-Pierre Wallot. Établissement du texte par Rita Wallot, Montréal, Hurtubise HMH, 1980, 300p.

travailler comme commis chez un chapelier de Montréal. Devenu marchand de fourrures, il se demande s'il ne serait pas demeuré sur la ferme familiale dans un contexte d'agriculture mécanisée. Comme beaucoup de bourgeois de l'époque, il achète une ferme modèle pour y passer ses vacances en se rapprochant de sa famille.

Si le recours au travail des enfants semble se faire sur une ferme au gré des besoins familiaux et presque en continuité avec les jeux de l'enfance, il y a perception plus nette d'une stratégie parentale quand on retire un enfant de l'école pour le mettre au travail ou quand on l'envoie à l'extérieur étudier ou travailler.

Les autobiographies de femmes plus longuement analysées ailleurs¹³ relatent en grand nombre ces retraits de l'école de fillettes ou d'adolescentes sollicitées pour aider leur mère. Là encore la contribution des filles était parfois recherchée à des âges précoces et l'on mentionne des enfants de quatre à cinq ans¹⁴ qui lavent les couches ou bercent le bébé, des fillettes de dix ou onze ans qui exécutent de nombreux travaux domestiques ou remplacent leur mère malade. Les jeux des fillettes sont souvent des jeux d'imitation qui présentent une grande continuité avec les travaux et les rôles maternels que l'on attend d'elles. Si les souvenirs illustrent en général les liens entre ces activités et l'identité de genre orientant les femmes vers des activités familiales, la diversité des travaux à accomplir sur les fermes permettait d'outrepasser les limites assignées aux rôles féminins et masculins. Quelques autobiographies évoquent également des trajectoires de mobilité.

Quand sa mère va travailler à l'usine, Monique Leyrac¹⁵ accepte de rester à la maison avec les plus petits. Elle a 13 ans, aime étudier mais veut se soustraire à la discipline du couvent davantage ressentie avec l'adolescence. Manifestant des goûts pour la musique et le théâtre transmis par sa famille, c'est par le biais d'un salaire gagné en usine qu'elle finance des cours de chant qui seront à l'origine d'une longue carrière dans la chanson.

¹³Les femmes au tournant du siècle, *op.cit.*

¹⁴Voir: Marie-Asselin-Proulx, *Les confidences d'une Abitibienne*, Val d'or, Éditions Meera, 1986, p. 15.

¹⁵Monique Leyrac, *Mon enfance à Rosemont*, Montréal, Les Éditions Domino, 1980, 208p.

Quant à Bernadette Fortin, c'est une tante religieuse qui propose de l'emmener dans sa communauté pour la faire instruire. Il s'agit cependant d'un orphelinat où l'enfant se retrouve en charge de faire reluire les planchers et ce n'est que par sa tenacité et grâce à la protection indéfectible de sa tante qu'elle finit par réaliser ses projets d'études. Après toutes ces années passées au couvent, considérant les religieuses comme sa véritable famille elle exprime le souhait d'entrer en religion; refusée par les religieuses vue son jeune âge, elle devient institutrice et retourne enseigner dans son village.

CONCLUSION. LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES SOUVENIRS

Le travail des enfants exécuté dans le cadre familial était chose commune à l'époque couverte par ces récits rétrospectifs, aussi n'était-il pas perçu comme distinct de l'éducation familiale. Plusieurs narrateurs et narratrices en tirent explicitement des leçons qui leur servent d'inspiration pour toute une vie, ce qui confirme en quelque sorte la nature de "schèmes orienteurs engendrés par l'histoire" de ceux de ces souvenirs qui ont été sélectionnés et enchâssés dans une mémoire écrite¹⁶. La continuité était très grande entre les jeux de l'enfance et les petits travaux demandés aux jeunes enfants dans leur foyer; la plupart distinguent cependant ces activités de ce dur apprentissage qui marque le passage dans l'univers du travail adulte. Enfin, ces travaux sont habituellement perçus positivement sous l'angle de leur utilité et demeurent associés dans la mémoire aux parents au bénéfice de qui ils sont exécutés. Les sentiments familiaux soutenant l'entraide intergénérationnelle sont manifestes dans plusieurs textes.

À travers le récit de ces souvenirs, il arrive qu'on souligne que tels ou tels travaux étaient exténuants pour un jeune enfant. Les nombreux accidents qui émaillent les récits sur le travail enfantin sont-ils une autre façon

¹⁶Pierre Bourdieu, *op.cit.*, p. 91. "Produit de l'histoire, l'habitus produit des pratiques, individuelles et collectives, donc de l'histoire, conformément aux schèmes engendrés par l'histoire; il assure la présence active des expériences passées qui, déposées en chaque organisme sous la forme de schèmes de perception, de pensées et d'action tendent, plus sûrement que toutes les règles formelles et toutes les normes explicites, à garantir la conformité des pratiques et leur constance dans le temps".

d'exprimer que de telles responsabilités étaient inappropriées pour un âge donné? Il y a en effet bien des bébés tombés de leur berceau, des gamins blessés, perdus dans le bois; des petits garçons qui se coupent avec la hache. Mais il est bien connu que les accidents sont fréquents dans la fixation des souvenirs et les récits biographiques empruntent souvent le style du conteur à l'affût de l'aventure et du pittoresque. Et il y a tout autant dans ces mémoires d'enfants décrits comme les sauveteurs des petits qu'on leur a confiés. Dans l'ensemble, les auteurs se présentent plutôt comme des "héros de leur propre vie" selon l'expression de Linda Gordon¹⁷ et leur travail est présenté moins comme une forme d'exploitation que comme un rite d'entrée dans l'univers des adultes.

En particulier, le travail exécuté dans le cadre familial avec ses effets de création de dispositions durables et ses associations aux figures parentales, s'il semble porteur de transmissions intergénérationnelles au plan des savoirs, de l'éthique et des identités s'avère tout aussi marquant dans les trajectoires où il semble assurer la reproduction que dans celles qui sont caractérisées par la mobilité. Ce qui semble différencier entre eux ces récits, ce n'est pas tant le travail enfantin pratiqué par la plupart des protagonistes que le rapport à l'école, à la lecture ou d'autres expériences, (parfois le jeu lui-même qui ouvre à l'imaginaire), permettant à certains une mise à distance du milieu d'origine, qui rend possible l'acquisition de savoirs nouveaux et éventuellement une forme de mobilité.

¹⁷Linda Gordon, *Heroes of their own lives. The Politics and History of Family Violence*, New York, London, Penguin books, 1988, 382p.

Le travail des enfants au Québec, 18e-19e siècles: problèmes de définition et de mesure.

par Joanne Burgess, Département d'histoire, UQAM

Version remaniée d'une communication présentée au colloque annuel du RCHTQ, Université de Montréal, avril 1996; d'autres aspects du travail des enfants ont aussi fait l'objet d'une conférence prononcée en mars 1995 à l'Université de Barcelone: "Enfance, marchés du travail et stratégies familiales au Québec, 18e et 19e siècles."

Pour les spécialistes de l'histoire ouvrière, le travail des enfants a souvent servi d'exemple des pires abus de l'industrialisation naissante. Déjà, dans l'oeuvre pionnière d'Edward Thompson¹, les enfants des *Dark Satanic Mills* de la Révolution industrielle anglaise, arrachés à leurs familles et à l'enfance, étaient comparés aux enfants heureux, oeuvrant aux côtés de leurs parents dans le cadre d'une économie domestique pré-industrielle. Si les uns et les autres étaient au travail, leurs situations et leurs expériences étaient radicalement différentes.

Au Québec, l'analyse historique du travail des enfants naît avec l'histoire sociale pendant les années 1970. C'est à cette époque qu'un groupe d'historiens et de sociologues commence à explorer la naissance de la classe ouvrière québécoise et découvre la place importante qu'y occupent les travailleurs sans qualification, une main-d'oeuvre vulnérable et mal payée, composée en grande partie de femmes et d'enfants. Ces historiens ont eu recours à une variété de sources textuelles, dont les témoignages devant les commissions gouvernementales et les plaidoyers de réformateurs sociaux. S'appuyant sur cette documentation, ils tracent un portrait saisissant des jeunes ouvriers qui représentent 11% de la main-d'oeuvre provinciale en 1871, et 8% vingt ans plus tard, alors que les premières législations protectrices commencent à porter fruit.²

¹Edward P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1988 (traduction de l'original publié en 1963).

²Par exemple Terry Copp, *The Anatomy of Poverty. The Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929*, Toronto, McClelland & Stewart, 1974; Fernand Harvey, *Révolution industrielle et travailleurs*, Montréal, Boréal

Depuis, de nombreux historiens et historiennes se sont intéressés à l'intersection de l'enfance et du travail. Cet intérêt n'est pas surprenant, puisque ce domaine de recherche est aujourd'hui situé à la croisée de l'histoire de la famille, de l'histoire ouvrière et de l'histoire économique, tout en faisant appel à l'histoire de l'éducation et des "gender studies". Tous ces champs ont à leur tour contribué à la formulation des questions qui ont orienté ma propre réflexion sur le travail des enfants au Québec pendant les 18e et 19e siècles. Cette réflexion, amorcée d'une manière plus structurée il y a maintenant deux ans dans le cadre de rencontres organisées par l'Association des études canadiennes³, avait pour première inspiration mes propres recherches sur l'apprentissage, le marché du travail et les familles artisanales de la région de Montréal pendant près d'un siècle⁴. Nourrie par les études réalisées dans d'autres champs, ma réflexion s'est structurée autour de trois axes: les transformations économiques et les mutations du marché du travail qui agissent sur la main-d'oeuvre juvénile; les stratégies des familles et la place qu'elles accordent aux différentes formes de labeur de leurs membres et, finalement, les différences fondamentales entre l'expérience des garçons et des filles, dans la famille et sur les lieux du travail. La période retenue permet de cerner ces facettes du travail juvénile dans deux contextes économiques et sociaux fort différents, tout en retraçant leur évolution pendant les décennies cruciales du passage au monde industriel.

Ce texte n'a pas l'intention d'analyser les principales tendances de l'historiographie québécoise relative au travail des enfants aux 18e et 19e siècles⁵, ni de rendre compte de l'état actuel de nos connaissances en ce domaine. Il veut plutôt insister sur les défis conceptuels et méthodologiques d'une telle enquête.

Express, 1978.

³Table ronde intitulée: "Bilan de la recherche socio-historique sur les enfants au Canada", Calgary, 1994.

⁴Joanne Burgess, *Work, Family and Community. Montréal Leather Artisans, 1780-1831*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1987.

⁵Ce bilan fera l'objet d'une publication ultérieure.

LE CADRE HISTORIQUE

Cette réflexion a pour cadre spatio-temporel le Québec des 18^e et 19^e siècles, une longue période marquée par des transformations significatives, sur le plan politique, démographique et économique. Ces dernières mutations méritent une analyse particulière afin de situer le phénomène du travail des enfants dans la longue durée.

Au début du 18^e siècle, le Québec est une société rurale d'Ancien régime aux structures seigneuriales et à l'agriculture céréalière, axée sur les besoins de la consommation et faiblement intégrée au marché. L'économie y est dominée par cette activité agricole, d'une part, et le commerce d'exportation des fourrures. À l'aube du 19^e, cette économie rurale s'est diversifiée: éventail plus large de productions, différenciation sociale accrue, et développement de villages qui hébergent une gamme de services, dont des activités artisanales et proto-industrielles. Avec le développement d'une économie plus complexe, la différenciation spatiale s'accroît également. On distingue de plus en plus l'axe du Saint-Laurent, correspondant à l'espace seigneurial, des nouveaux terroirs périphériques qui s'ouvrent progressivement à la colonisation: Cantons de l'est, Outaouais, Laurentides, Mauricie, Saguenay-Lac St-Jean, Bas-du-fleuve. Une agriculture commerciale au centre co-existe avec une agriculture fortement articulée au secteur forestier en périphérie.

En même temps, toujours au 19^e siècle, la socio-économie québécoise vivra elle aussi la transition vers le capitalisme industriel. Cette évolution est marquée d'abord par une forte croissance des activités commerciales internationales, mais également par celle du commerce intérieur en Amérique du Nord, tendance favorisée par la révolution des transports (canaux, chemins de fer) et le développement des institutions financières. À partir des années 1830, l'industrialisation capitaliste exercera une influence croissante, accompagnée par des mutations dans l'organisation de la production, par le changement technologique et la déqualification du travail. Industrialisation et urbanisation iront alors de pair: le poids de la population urbaine augmente et Montréal devient une métropole imposante, passant de 9 000 habitants vers 1800 à plus de 250 000 en 1900.

De telles transformations auront des effets sociaux significatifs, à la campagne et à la ville. Elles agiront sur le marché du travail. L'expansion de certains secteurs et les mutations des activités productives créeront des besoins nouveaux et des possibilités d'emploi accrues; l'intégration croissante des espaces économiques

favorisera la mobilité de la main-d'oeuvre. Elles agiront aussi sur les familles, apportant des modifications à l'économie familiale, à la transmission des patrimoines, aux structures des ménages et aux comportements démographiques. Comme la famille est une institution complexe, marquée par la complémentarité, mais également par des rapports hiérarchiques et patriarcaux, le changement aura des effets différenciés sur ses membres. L'étude du travail des enfants est une fenêtre ouverte sur ces familles et cette société en mutation.

LE TRAVAIL DES ENFANTS: PROBLÈMES DE DÉFINITION

Parler du travail des enfants, dans ses relations avec le marché du travail ainsi qu'avec la famille, s'avère une tâche extrêmement complexe, voire pleine d'embûches.

Quels enfants?

Qu'est-ce qu'un enfant? Les chercheurs attribuent des significations différentes à ce terme, significations qui varient selon les objectifs visés par leurs enquêtes. L'enfance peut être une étape dans le cycle de vie d'un individu, un statut au sein du ménage ou bien une relation biologique qui attache un individu à d'autres personnes qui sont ses parents. Dans ce dernier cas, l'enfance est un état prolongé, que seule la mort peut dissoudre. Où qu'il soit et quel que soit son âge, un homme demeure le fils de quelqu'un; même mariée et établie en ménage, une femme entretiendra des relations complexes avec ses parents.

L'analyse des structures familiales et de la composition des ménages nous fait découvrir une autre signification du mot enfant. Dans ce cadre également, être un enfant ne comporte aucune contrainte d'âge. Le fils de 35 ans, la fille de 27, généralement célibataire, mais même muni d'un conjoint et doté de ses propres enfants, peut vivre chez ses parents et être considéré à ce titre comme un dépendant, un enfant co-résident.

C'est seulement lorsque les enfants sont identifiés à un âge biologique que l'enfance devient une expérience brève, correspondant à une étape spécifique du cycle de vie. C'est cette enfance plus éphémère qui est l'objet central de cette réflexion. C'est le jeune travailleur, la jeune travailleuse que nous voulons connaître et interroger afin de mieux comprendre comment le travail façonne son statut au sein de sa famille et de son ménage, ses rapports avec ses parents et sa future vie d'adulte.

Cependant, les frontières de l'enfance ne sont pas simplement biologiques; elles ne sont ni immuables, ni

éternelles. L'enfance peut être définie par l'âge, mais le sens donné aux âges de la vie n'a rien d'universel. Quand l'enfance prend-elle fin? Quand cesse-t-elle à des époques historiques différentes? Quels repères marquent la route entre la naissance et l'âge adulte? Quels sont les âges de transition et de passage? Les étapes et les frontières de l'enfance sont-elles les mêmes pour garçons et filles, à la ville et à la campagne, dans différents groupes sociaux, ethniques? Pourquoi et sous quelles influences ces frontières se déplaceront-elles?

Au Québec, rares sont les historiens qui ont proposé des définitions historiques précises de l'enfance et de ses différentes étapes. Peter Moogk, par exemple, identifie quatre étapes distinctes que doivent traverser les enfants de la Nouvelle-France: la première enfance; la tendre jeunesse (qui débute vers 3 ou 4 ans et se prolonge jusqu'à 12); la jeunesse (qui s'étend jusqu'à 15 ou 16 ans); puis une zone grise qui marque la transition vers l'âge adulte atteint dans la plupart des cas à 20 ans. Comme le dit Jacques Mathieu, "Tout indique en somme que l'enfant âgé de quinze ans, s'il n'est pas encore un adulte autonome, a quitté le monde de l'enfance et de l'adolescence"⁶. D'autres auteurs répartissent les enfants et les jeunes par groupe d'âge, souvent en fonction des catégories inscrites dans leurs sources, sans toutefois s'interroger sur la signification qu'avaient ces divisions pour les acteurs historiques eux-mêmes. Encore plus rares sont les historiens qui ont cherché à savoir si l'enfance des garçons et des filles avait la même durée et les mêmes phases.

Les historiens de l'enfance en d'autres lieux ont constaté une transformation des attitudes à l'égard de l'enfance à partir de la fin du 18^e siècle. L'enfance devient une condition sociale reconnue, soumise à de nouvelles normes; elle se prolonge progressivement. Au Québec, une étude récente de la mode vestimentaire enfantine au 19^e siècle permet de constater l'apparition d'une sensibilité nouvelle dans les milieux bourgeois, sensibilité qui conduit les parents à avoir recours à des vêtements adaptés à l'âge et au sexe des enfants, autant qu'à leur statut social⁷. Les effets de telles sensibilités sur d'autres facettes de l'enfance sont peu connus; leur

diffusion auprès des autres groupes sociaux, encore moins.

Quel travail?

Lorsque les historiens québécois ont manifesté pour la première fois leur intérêt pour le travail des enfants, ils n'ont retenu que le travail salarié. Depuis, la signification du concept de travail a connu une remarquable expansion. Il comprend aujourd'hui un ensemble de tâches effectuées dans une variété de lieux. Il embrasse toutes les formes de travail effectué par des enfants: rémunéré ou pas, dans la sphère de la production ou de la reproduction, dans le cadre du ménage, de l'atelier ou de l'usine, que l'enfant ait oeuvré au sein d'une unité de travail familiale ou comme individu et de manière plus isolée. Cette redéfinition progressive de ce que signifie travailler s'explique sans aucun doute par l'influence du féminisme sur les sciences sociales et sur l'histoire.

Par conséquent, plutôt que de voir le travail des enfants comme un phénomène nouveau, né avec l'industrie capitaliste, il est plus fréquent aujourd'hui de le percevoir comme un phénomène ancien, essentiel à la survie des ménages paysans et artisanaux d'antan comme aux familles ouvrières. Au 18^e comme au 19^e siècle, le travail rémunéré (graduellement subordonné aux forces du marché) et le travail non-rémunéré se sont côtoyés. L'intérêt premier de la recherche devient dès lors la reconstitution des formes plurielles du travail juvénile et de la dynamique qui sous-tend leur évolution.

LE GENRE DE L'ENFANCE, LE GENRE DU TRAVAIL

Le genre - concept puissant, contesté, essentiel. Le genre est à la fois catégorie d'analyse, relation et identité. Il évoque la division sexuelle du travail ainsi que les relations sociales de sexe; il renvoie aux notions de féminité et de masculinité, aux rôles et aux sphères respectifs des hommes et des femmes, et donc à l'idéologie, à la culture et à la construction sociale des identités féminines et masculines⁸.

Une réflexion sur le travail des enfants débouche nécessairement sur la question suivante: "Comment

⁶Peter Moogk, "Les Petits Sauvages": The Children of Eighteenth-Century New France", dans Joy Parr, dir., *Childhood and Family in Canadian History*, Toronto, McClelland & Stewart, 1982, p.17-43; Jacques Mathieu, *La Nouvelle-France*, Paris/Ste-Foy, Belin/Presses de l'Université de Montréal, 1991, p.170.

⁷Louise Gagnon, *L'apparition des modes enfantines au Québec*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992.

⁸A propos du concept de genre, consulter l'article récent de Joy Parr, "Gender History and Historical Practice", *Canadian Historical Review*, 76, 3 (septembre 1995):354-375, ainsi que l'ouvrage classique de Joan Scott, *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press, 1988.

l'enfance et le travail sont-ils "genrés"? S'il est relativement aisé d'identifier les activités spécifiques des garçons et des filles, peu d'historiens québécois sont allés au-delà de la division sexuelle du travail juvénile. Les études de Bettina Bradbury constituent une exception à cette règle par leur interrogation des facteurs qui conditionnent ces expériences distinctes. Elle démontre que la participation différenciée des garçons et des filles au marché du travail ne reflète pas simplement les besoins de l'entreprise et l'évolution de la technologie, mais témoigne aussi de considérations idéologiques liées au genre. Les normes sociales prédominantes relatives aux formes de travail qui conviennent aux filles limitent le nombre et le type d'emplois qui leur sont offerts. En même temps, les familles ouvrières partagent certaines de ces valeurs, en plus d'avoir leur propre conception des tâches qui doivent être confiées à leurs fils ou à leurs filles. Ainsi, pour les activités liées à la reproduction - soin des enfants, préparation des repas, entretien ménager - les filles seront préférées à leurs frères, réduisant d'autant le nombre de filles à la recherche d'emplois⁹.

Pour garçons et filles, le travail juvénile aura des effets marqués sur l'identité féminine ou masculine en formation. Plusieurs auteurs soulignent que le travail a tendance à renforcer les rôles sexuels et à consolider les frontières identitaires qui prévalent dans une société¹⁰. Mais les relations entre le travail juvénile, la vie adulte et l'identité de "genre" peuvent aussi varier ou se modifier.

L'historienne américaine Ava Baron a soulevé des questions fort intéressantes à propos de la relation dynamique qui peut s'établir entre genre, enfance et travail. Dans une étude des imprimeurs américains au 19^e siècle, elle souligne la contribution de l'apprentissage à la transformation simultanée d'un garçon en artisan et en homme¹¹. Par l'apprentissage, il est formé au travail,

par l'apprentissage il acquiert une identité masculine. Il établit une relation avec d'autres hommes, participe à un univers social, apprend des codes de comportement et développe des pratiques culturelles. Mais, lorsque l'apprentissage connaît des transformations à la fin du siècle, les relations de genre et de classe au sein de l'univers artisanal masculin sont bouleversés. Les rapports entre compagnons et apprentis s'imprègnent de méfiance, voire d'hostilité; pour les jeunes, un apprentissage dégradé n'est plus annonciateur d'un avenir au sein de l'aristocratie ouvrière. Le lien entre travail juvénile et vie adulte est redéfini¹².

De la même façon, plusieurs historiens et historiennes, notamment Scott et Tilly, Michelle Perrot, Alice Kessler-Harris et Thomas Dublin¹³, se sont interrogés sur les effets du travail salarié des jeunes filles sur leurs relations avec d'autres membres de leurs familles et sur leur identité féminine. Le travail salarié en général et le travail industriel en particulier ont-ils eu pour effet d'émanciper les femmes ou ont-ils maintenu leur subordination à leurs familles? L'industrialisation a-t-elle réussi à faire taire les femmes ou a-t-elle ébranlé la "vertu féminine"? L'intégration du genre à l'étude du travail et de l'enfance suscite ainsi une multitude de questionnements.

Les enfants ont toujours travaillé. C'est la nature de ce travail juvénile qui a constamment évolué. Comprendre et connaître cette évolution pose des défis de nature conceptuelle; prendre la mesure précise du phénomène, dans ses diverses composantes et dans différents contextes spatio-temporels, suscite des difficultés d'un autre ordre.

LES ENFANTS AU TRAVAIL: PROBLÈMES DE MESURE

⁹Bettina Bradbury, "Gender at Work at Home: Family Decisions, the Labour Market, and Girls' Contributions to the Family Economy" dans Bettina Bradbury, dir., *Canadian Family History*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1992, p. 177-198.

¹⁰Bettina Bradbury, *op.cit.*; Francine Barry, "Familles et domesticité féminine au milieu du 18^e siècle" dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, dir., *Maitresses de maison, maitresses d'école*, Montréal, Boréal Express, 1983, p.224-235.

¹¹Ava Baron, "An "Other" Side of Gender Antagonism at Work: Men, Boys, and the Remasculinization of Printers' Work, 1830-1920", dans Ava Baron, dir., *Work Engendered. Toward a New History of American Labour*, Ithaca, Cornell

University Press, 1991, p.47-69.

¹²Sur les diverses relations entre les emplois accessibles aux jeunes et leur relation au marché du travail des adultes, voir Michael J. Childs, *Labour's Apprentices. Working-Class Lads in Late Victorian and Edwardian England*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's, 1992.

¹³Louise Tilly et Joan Scott, *Women, Work and Family*, New York, 1978; Alice Kessler-Harris, "Poids des rôles familiaux dans la vie des femmes salariées américaines (1860-1930)" dans *Stratégies de femmes*, Paris, Tierce, 1984, p.15-34; Michelle Perrot, "La femme populaire rebelle" dans Christiane Dufrancat et al., *L'histoire sans qualités*, Paris, éd. Galilée, 1979, p.125-156; Thomas Dublin, *Women at Work*, New York, Columbia University Press, 1979.

Dans cette deuxième section, nous voulons circonscrire davantage l'objet d'étude. Pour cette raison, l'examen des questions méthodologiques se limitera au travail juvénile rémunéré, que la rémunération soit en argent ou en nature¹⁴. Nous tenterons de délimiter les sources disponibles et les méthodologies appropriées pour cerner l'ampleur de cette réalité historique. Elle sera saisie sous deux angles distincts mais complémentaires: d'abord la place des travailleurs juvéniles au sein de la main-d'oeuvre québécoise, puis leur poids au sein de l'ensemble de la jeunesse.

Mieux connaître le marché du travail juvénile nous oblige à identifier les emplois que les jeunes occupent à diverses époques, ainsi que les caractéristiques des enfants qui sont au travail. Cette dernière analyse exige à son tour de s'interroger sur les facteurs qui motivent leur participation au travail salarié ainsi que les effets de cette participation sur leur itinéraire socio-professionnel ultérieur.

L'évolution du marché du travail juvénile

Aucune source ne nous fournit une image complète de la contribution des jeunes travailleurs à l'économie québécoise au 18^e et 19^e siècles. Les premiers recensements et relevés de population s'intéressent davantage aux équipements productifs et à la production, surtout agricole, qu'à la population laborieuse. Privilégiant les chefs de ménage, peu sensibles aux engagés et aux domestiques, les décomptes par métier excluent les jeunes et la plupart des employés.

Il faut attendre les recensements améliorés de la deuxième moitié du 19^e siècle pour disposer d'un meilleur portrait de la contribution économique des jeunes. De manière fort incomplète en 1852 et 1861, et plus systématiquement par la suite, l'État colonial

cherche à recueillir des informations sur le secteur industriel dont les progrès suscitent la fierté et la méfiance des contemporains. Les producteurs industriels, quelle que soit la taille de leur établissement, sont donc sommés de fournir des renseignements sur leurs employés, en distinguant les hommes des femmes, les jeunes de moins de 16 ans des plus vieux. De 1871 à 1901, pour toutes les grandes villes et régions du Québec, les recensements industriels tracent donc un premier portrait du poids et de répartition de la main-d'oeuvre juvénile. Portrait fort incomplet, car seul l'industrie est recensée; sont exclus le commerce, le transport, les services, notamment les services domestiques, et l'agriculture. Imprécis aussi par les catégories peu raffinées de la ventilation: on aurait voulu connaître de manière beaucoup plus précise l'âge des ouvriers et des ouvrières. Néanmoins, malgré leurs faiblesses, ces sources sont d'une inestimable richesse. Il est donc étonnant de constater à quel point elles ont été peu exploitées.

Il est vrai que certains historiens ont utilisé cette série de recensements pour dégager des grandes tendances à propos de l'évolution du travail des enfants au Québec (voir le Tableau I). Mais les analyses sont restées à un niveau global, et elles sont loin d'avoir épuisé les possibilités de la source.

Le recensement industriel se prêterait aussi à un autre type d'analyse. Il serait possible de mesurer le poids relatif des garçons et des filles de moins de 16 ans dans chaque industrie ou groupe industriel, à l'échelle provinciale ainsi que pour les principaux centres industriels. Mme Lorna Hurl a tenté cet exercice pour l'Ontario¹⁵; les sources québécoises conviendraient parfaitement à la même analyse. Ainsi, il serait aussi possible de comparer les caractéristiques de la main-d'oeuvre du Québec à celles de régions productrices voisines. Le Tableau II présente

¹⁴Nous cherchons donc à exclure les tâches effectuées dans le cadre du ménage familial et qui visent la subsistance de la famille de l'enfant: tâches domestiques et ménagères, activités agricoles ou artisanales lorsque l'enfant travaille pour ses parents. Nous sommes par ailleurs conscients des lacunes de cette définition.

¹⁵ Lorna F. Hurl, "Restricting Child Factory Labour in Late Nineteenth Century Ontario", *Labour/Le Travail*, 21 (printemps 1988):87-121.

TABLEAU I

**Travail des enfants* par rapport à la main-d'oeuvre totale
des établissements industriels énumérés dans le recensement.**

	Pourcentage des enfants			
	1871	1881	1891	1901
QUÉBEC				
-métropolitain			7 ¹	
-Montréal			6,3 ²	4 ³
-Québec			-	
-non-métropolitain			9 ¹	
-ensemble de la province	11 ⁴		8 ¹	

* Dans tous les cas il s'agit d'enfants âgés de moins de 16 ans, garçons et filles confondus. Il ne faut pas oublier que le recensement de 1901 ne rend compte que des établissements industriels avec plus de 5 employés.

¹ Fernand Harvey, *Révolution industrielle et travailleurs*, p.88

² Jean De Bonville, *Jean-Baptiste Gagnepetit...*, p.33, 54.

³ Terry Copp, *The Anatomy of Poverty*, p.

⁴ John McCallum, *Unequal Beginnings. Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1890, p.138.

TABLEAU II

**Les enfants* au sein de la main-d'oeuvre de
l'industrie textile, 1871-1901: perspective comparative**

	1870-1	1880-1	1890-1	1900-1
QUÉBEC				
- province ¹	20	26	21	17
ONTARIO				
- province ²	42,8	37,0	15,9	12,1
CANADA				
- sauf Québec ¹	40	26	11	11
ÉTATS-UNIS				
- Nouvelle-Angleterre		14,1 ⁴	6,9 ⁴	6,9 ⁴
- Cohoes, N.Y. ³		24,1		

* Dans tous les cas il s'agit d'enfants âgés de moins de 16 ans, garçons et filles confondus, sauf pour Cohoes N.Y., où les données se rapportent aux enfants de moins de 15 ans, et pour l'ensemble de la Nouvelle-Angleterre en 1880 et 1890 où sont recensés les garçons de moins de 16 ans et les filles de moins de 15 ans.

¹ Jacques Rouillard, *Les travailleurs du coton au Québec, 1900-1915*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1974, p.55. Sa source est H.J. Lahne, *The Cotton Mill Worker*, Toronto, Farrar and Rinehart, 1944, p.290.

² Lorna F. Hurl, "Restricting Child Factory Labour in Late Nineteenth Century Ontario", *Labour/Le travail*, 21 (printemps 1988):100-101, 105.

³ Daniel Walkowitz, *Worker City, Company Town*, Urbana, University of Illinois Press, 1981, p.67.

⁴ Bruno Ramirez, "French Canadians in the New England Cotton Industry: A Socioeconomic Profile", *Labour/Le travail*, 11 (printemps 1983):127.

l'évolution de la situation de la main-d'oeuvre juvénile dans l'industrie textile (coton) au Québec, en Ontario et en Nouvelle-Angleterre et illustre l'intérêt d'une telle analyse comparative.

De même, il est possible d'approfondir l'étude des premières années du travail juvénile dans l'industrie capitaliste. Le recensement industriel manuscrit de 1871 permet en effet d'examiner les pratiques d'embauche des diverses entreprises d'une même ville, d'un même quartier ou d'un même secteur industriel. Ces données désagrégées permettent d'identifier des variations liées à la taille de l'entreprise ou à son recours à la mécanisation. Fort étonnamment, aucune analyse de ce genre ne semble avoir été menée jusqu'à présent¹⁶.

Grâce à diverses manipulations, le recensement manuscrit est également susceptible de fournir des informations sur les autres secteurs économiques qui ont recours au labeur des jeunes. Ces autres secteurs n'ont fait l'objet d'aucun questionnement spécifique ni d'aucune compilation lorsque la cueillette d'informations a eu lieu. Toutefois, les renseignements essentiels s'y trouvent consignés, tous les individus étant tenus d'inscrire leur âge et leur profession. Par un travail patient et fastidieux, il serait possible d'établir la structure d'âge de chaque métier, de chaque type d'emploi, dans tous les districts de recensement du Québec entre 1852 et 1901. Ainsi, il serait possible de connaître la place des jeunes parmi les servantes et les serviteurs, parmi les journaliers, les travailleurs de la construction, les commis, etc. Une telle démarche permettrait de compléter le portrait fourni par le recensement industriel tout en le précisant.

Lorsque nous examinons la période antérieure à 1850, la délimitation des paramètres du marché du travail juvénile devient encore plus complexe. La qualité des recensements manuscrits empêche toute évaluation précise des effectifs engagés dans les divers secteurs de l'économie québécoise et de la place qu'y occupent les jeunes. Au mieux, des études ponctuelles, reposant le plus souvent sur les archives notariales, permettent de saisir certaines caractéristiques du marché de l'emploi juvénile. Ainsi, il est possible de connaître l'univers de

l'apprentissage à l'échelle d'une ville ou d'un métier, ou d'identifier la structure d'âge des engagés de la fourrure ou de la forêt dans des régions et pour des périodes bien délimitées¹⁷. Mais l'agriculture et la domesticité, peut-être les deux plus importants lieux du travail rémunéré des enfants, résistent farouchement à toute tentative de chiffrer âges et effectifs.

Le recours aux recensements imprimés et manuscrits ou à d'autres sources sérielles permet donc d'établir, avec des degrés variables de précision, les grandes composantes du marché du travail juvénile à diverses époques. Mais pour reconstituer le fonctionnement du marché du travail, cette approche s'avère moins satisfaisante car elle ne peut répondre à une série de questions essentielles. Pour connaître les aires de recrutement de différents secteurs économiques et de différentes industries, les tâches et les responsabilités confiées aux jeunes travailleurs, la régularité du travail et son arrimage avec une occupation adulte, les salaires et conditions de travail - bref, toutes ces facettes complexes du monde du travail juvénile - une autre stratégie et d'autres moyens sont requis. Il faut multiplier et croiser les sources, quantitatives et qualitatives. L'approche macro-économique et macro-historique doit céder la place à l'approfondissement d'un objet d'étude plus restreint.

Les caractéristiques des jeunes travailleurs

L'étude du marché du travail juvénile vise à mesurer la place qu'occupent les jeunes travailleurs au sein de la population laborieuse. Il est tout aussi important de connaître l'importance relative de ce groupe au sein de la jeunesse et de cerner les caractéristiques spécifiques des enfants qui occupent différents emplois.

Nous devons à Bettina Bradbury l'analyse la plus systématique de la fréquence du travail rémunéré chez les jeunes¹⁸. Dans son étude de l'économie familiale ouvrière à Montréal entre 1861 et 1891, elle tente en effet d'établir quelle proportion des jeunes de tous âges occupaient un emploi. Ses chiffres soulignent les variations selon l'âge et le sexe, et suggèrent certaines tendances. Constituées à partir d'un échantillon de la

¹⁶Jacques Ferland effectue une comparaison de la composition de la main-d'oeuvre dans les entreprises de la chaussure de Montréal en 1871, ainsi que de leur productivité, dans "Les Chevaliers de Saint-Crépin au Québec, 1869-71: une étude en trois tableaux", *Canadian Historical Review*, LXXII, 1 (mars 1991):1-38. Il s'intéresse surtout à la composition sexuelle de la force de travail et ne commente pas sa structure d'âge.

¹⁷Par exemple, Jean-Pierre Hardy et David-Thierry Ruddel, *Les apprentis artisans à Québec, 1660-1815*, Montréal, PUQ, 1977; René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, Boréal Express/Musée national de l'homme, 1984.

¹⁸Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal. Age, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995.

population de deux quartiers, les données ne sont toutefois pas ventilées selon l'appartenance sociale de l'enfant ou son origine ethnique. Il est donc impossible de savoir si le taux de participation fluctue en fonction de ces variables.

Dans les décennies qui suivent la Confédération, Montréal est un grand centre urbain muni d'une structure industrielle diversifiée, où co-existent une variété de modes de production et de technologies. La reconstruction ambitieuse et exigeante entreprise par Bradbury n'a pas encore été imitée. Pourtant, les recensements de la métropole pourraient livrer d'autres secrets à propos du travail juvénile, surtout le très riche recensement de 1901, récemment rendu public.

Il est difficile d'extrapoler à partir du cas montréalais et, malheureusement, aucun autre centre urbain québécois n'a fait l'objet d'une enquête semblable. Des parallèles sont possibles avec d'autres villes dotées d'une population francophone en Nouvelle-Angleterre ou dans les provinces voisines. Mais, d'une manière générale, d'une étude à l'autre les méthodologies et les catégories d'analyse ne sont pas les mêmes et les comparaisons sont difficiles.

Pour la période antérieure à 1850, il est impossible d'établir la proportion de personnes au travail par groupe d'âge. Les sources permettant de répondre à cette question sont inexistantes.

A toutes les époques, tracer le profil des jeunes travailleurs et explorer leurs origines économiques, sociales et culturelles est une tâche onéreuse. C'est un projet qui ne peut se réaliser qu'à partir d'un nombre limité de métiers et d'un espace géographique bien circonscrit, car une fois le groupe de jeunes travailleurs identifiés, son analyse exige des approfondissements en aval et en amont.

L'exploration en amont permet la reconstitution du cadre familial dans lequel ces enfants ont grandi. Les historiens de la famille insistent avec raison sur l'importance de cette institution et du pouvoir qu'elle exerce sur le destin de ses membres, surtout les plus jeunes. La reconstitution du cadre familial s'impose donc pour cerner l'effet des volontés familiales sur le travail des enfants.

Bettina Bradbury a démontré comment les besoins de subsistance des familles ouvrières influencent la participation de leurs enfants au travail salarié. Mais le travail des enfants ne répond pas uniquement à ce genre d'impératif. L'analyse des stratégies de reproduction sociale à plus long terme élaborées par les

familles - qu'elles soient paysannes, artisanales ou ouvrières - peut aussi éclairer l'histoire de l'enfance et du travail juvénile. Dans cette perspective, le travail devient un moyen par lequel l'enfant acquiert les qualifications ou le capital requis pour s'établir dans la vie. L'étude de ces stratégies nécessite l'analyse de la situation des parents, l'évaluation des objectifs qu'ils poursuivent et de la marge de manoeuvre dont ils disposent.

La poursuite de la recherche en aval implique la reconstitution de l'itinéraire social et professionnel du jeune travailleur pendant les étapes subséquentes de sa vie. En dépit des motivations des parents et des conditions qui obligent une fille ou un garçon à travailler ou qui l'orientent vers certains types d'emploi, que sera la signification de cette expérience pour l'enfant? Quel sera l'héritage de l'entrée précoce sur le marché du travail? Quel sera le destin spécifique des premières générations d'apprentis formés pour la pratique du métier, mais confrontés, une fois adulte, à la réalité de l'usine? Quels effets le travail domestique ou en manufacture aura-t-il sur la vie de jeunes filles? Un jour sera-t-il possible de comparer l'expérience de différentes générations de jeunes ouvriers et ouvrières, initiées au travail dans des contextes fort différents?

* * *

Cette présentation aura longuement insisté sur les défis de l'histoire du travail des enfants. Réalité historique complexe, aux frontières mouvantes et aux significations multiples; réalité historique encore peu connue, à cause de l'invisibilité ou du silence des acteurs et de la nature des sources, paradoxalement à la fois insuffisantes et trop nombreuses pour révéler rapidement leurs secrets au chercheur.

Cette présentation aura aussi insisté sur l'importance de ce sujet pour l'histoire ouvrière et pour l'histoire de l'enfance. Du 18^e siècle jusqu'à l'aube du 20^e, des milliers d'enfants et de jeunes ont participé de multiples façons à la vie économique du Québec; dès leur jeunesse, ils ont contribué à la production familiale, ils ont été employés et salariés. Ces travailleurs et leur passé méritent d'être mieux connus. Malgré les difficultés et les obstacles, je suis convaincue que nous disposons des outils conceptuels et méthodologiques nécessaires pour faire avancer ce domaine de l'histoire sociale.

ARTICLE

AUX SOURCES DE LA COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL

par Mireille Barrière

Ce texte a été publié une première fois dans la revue de la Commission des normes du travail, *Via Normes*, numéro 48 (décembre 1995), p. 3-4.

Étriper de la morue aux Îles de la Madeleine en 1900! Extraire de l'huile de baleine à Sept-Îles en 1909! Être commis chez Paquet à Québec en 1915! Faire la drave sur la Saint-Maurice en 1922! Travailler dans la nature... Ah! le bon vieux temps! Vraiment?

Pourtant la situation de la classe ouvrière était loin d'être rose, ici comme ailleurs. Le passage de la production artisanale au système de la manufacture modifie profondément le monde du travail. La main-d'œuvre, et plus particulièrement les femmes et les enfants, est généralement sous-qualifiée et sous-payée. L'expansion rapide des villes s'effectue dans des conditions difficiles pour les ouvriers.

Le mécontentement s'accroît, surtout à partir de la crise économique de 1873. L'agitation ouvrière gronde. Par exemple, en juin 1878, des soldats de la Citadelle tirent sur des grévistes à Québec: un mort et plusieurs blessés. Le 11 octobre 1884, un mystérieux attentat à la dynamite provoque deux explosions qui ébranlent la façade du parlement actuel, alors en construction. L'opinion s'inquiète: la révolution anarchiste serait-elle à nos portes?

Ne pouvant fermer les yeux plus longtemps, le gouvernement fédéral institue, en 1886, une commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail qui remet son rapport trois ans plus tard.

Le rapport trace un portrait peu reluisant de la situation. La semaine de travail dure en moyenne 60 heures et s'étale sur six jours. Les salaires se maintiennent bas. Les heures supplémentaires, payées au taux régulier, ne sont pas limitées. Les accidents du travail nombreux, le chômage saisonnier ou la maladie livrent les ouvriers à la charité publique. Les usines sont insalubres et non sécuritaires. On n'y badine pas avec la discipline: les amendes pleuvent sur les ouvriers fautifs, les enfants souvent au travail dès l'âge de 9 ans, sont battus, mis à l'amende et même envoyés au trou. En milieu, rural, si les cultivateurs jouissent d'une certaine aisance, il en va

autrement de leurs «hommes engagés» et des bûcherons.

Quelques syndicats commencent à prendre forme, mais ils demeurent mal organisés et n'ont aucune reconnaissance légale. En 1872, on condamnait encore les dirigeants syndicaux pour conspiration, mais ce sera heureusement la dernière fois. Les associations ouvrières finissent par progresser. Des émigrants britanniques, américains ou est-européens, qui ont déjà une expérience syndicale, partagent leur expertise avec leurs nouveaux concitoyens et font avancer la cause. Les principales réclamations des premiers syndicats ne nous sont pas étrangères: amélioration des salaires, diminution de la semaine de travail, reconnaissance syndicale, santé et sécurité au travail, interdiction du travail des enfants de moins de 15 ans et (déjà!) équité salariale.

Le Québec, à la suite du fédéral et du gouvernement ontarien, vote une première loi en 1885, mais elle n'entrera en vigueur que trois ans plus tard à cause d'une querelle constitutionnelle entre le gouvernement central et les provinces. L'Acte des manufactures, comme on dit à l'époque, limite le travail hebdomadaire à 60 heures pour les femmes et les enfants, et à 72,5 heures pour les hommes mais, dans la pratique, les dérogations sont faciles. La loi prévoit aussi certaines normes de sécurité et de propreté et la nomination de trois inspecteurs. Avouons cependant que la loi manque de dents.

La législation ouvrière s'accroît au fil des ans: loi sur les établissements industriels (1894), sur les différends ouvriers (1901), sur la saisie des salaires ou loi Lacombe (1903), sur les accidents de travail (1909) sur les heures de travail des femmes et des enfants (1910) et sur le repos hebdomadaire (1918). Entre temps, la grande guerre éclate en août 1914. Le traité de Versailles qui y met fin en 1919 demande aux pays signataires - le Canada en est - d'élaborer une législation ouvrière minimale pour leur main-d'œuvre. Pourquoi cette sollicitude soudaine envers la classe ouvrière? Octobre 1917: la révolution russe éclate en coup de poing et se maintient au pouvoir. C'est la panique. Les journaux du monde entier en décrivent toute l'horreur sanglante jusqu'à plus soif. Et si vraiment les prolétaires du monde entier - y compris les nôtres - se révoltaient?

Quand une grève générale d'un mois se déclare à

Winnipeg en mai 1919, les autorités hument les odeurs de bolchevisme. La répression s'exerce une fois de plus sur les grévistes et la GRC tire. Des esprits plus modérés pensent heureusement que les fusils sont une bien mauvaise solution. Aussi, après le Manitoba et la Colombie britannique, le Québec adopte en 1919 la Loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes travaillant en industrie. En effet, la guerre avait largement favorisé le travail féminin dans les usines. Le retour du guerrier commandait donc de remettre chacun et chacune à sa place...

La loi prévoit entre autres la création d'une commission du salaire minimum, avec pouvoir d'enquêter, d'émettre des ordonnances et d'exercer des poursuites envers les employeurs fautifs.

Comme en 1885, une lutte constitutionnelle oppose les provinces au fédéral qui voudrait bien investir ce champ de compétence. Le Québec, société de droit civil, soutient qu'à ce titre, le domaine des relations de travail lui appartient en exclusivité. La loi de 1919 demeure donc inopérante jusqu'en 1925. Cette année-là, et la Cour suprême et le Conseil privé de Londres reconnaissent que le domaine du travail relève des provinces et limitent le pouvoir d'Ottawa à quelques secteurs comme les chemins de fer et la fonction publique fédérale. En juin, le gouvernement du Québec peut procéder à la mise en place de sa Commission du salaire minimum et nommer ses premiers inspecteurs. Bien sûr, les syndicats approuvent la mesure tout en trouvant que la loi manque

de mordant. Quant à l'Association des manufacturiers canadiens, elle proteste en avançant que la loi exercera un impact défavorable sur les petits centres industriels.

Le gouvernement choisit Gustave Francq comme président. Il n'est pas le premier venu. Natif de Bruxelles, il émigre au Canada à l'âge de 16 ans. Imprimeur de son métier, il sera également syndicaliste et journaliste. Il s'engage dans les principaux mouvements ouvriers du début du siècle. En 1923, il est nommé représentant des ouvriers à la nouvelle Commission d'étude sur les accidents de travail. Ajoutons un détail savoureux pour finir: Francq avait été membre actif de la loge maçonnique Force et courage, rattachée au Grand Orient de France et vouée au progrès des ouvriers. Lorsqu'on se rappelle la persécution dont cette société secrète a été victime dans notre bonne société catholique, on se dit que ce président cultivait certainement des idées assez «gauchisantes» pour son époque!

C'était parti. L'ancêtre direct de la Commission des normes du travail était né. Ce n'est qu'en 1937 que les normes minimales s'appliqueront aussi au sexe soi-disant fort. Pendant le premier gouvernement Duplessis (1936-1939), on rebaptise l'organisme Office des salaires raisonnables, puis Commission du salaire minimum de 1940 à 1980. Une histoire assez passionnante dont il faudra peut-être reparler un de ces jours...

Ce document s'inscrit dans le prolongement du colloque du RCHTQ présenté le 12 avril 1996 sous le thème: «Le travail des jeunes au Québec: une longue histoire». Bella Hall, future dirigeante du Montreal Labor College est à cette époque une militante socialiste. Ce document provient de l'édition du *Devoir* du 16 avril 1918 à la page 3.

LE TRAVAIL DES ENFANTS

13 avril 1918

Au rédacteur en chef du *Devoir*,

Veuillez m'accorder de l'espace dans votre journal pour attirer l'attention de vos lecteurs sur l'existence du travail des enfants qui ruine des milliers de ceux qui sont de race canadienne-française, dans cette ville. J'ai parlé à nombre de Canadiens français bien au fait des conditions dans les fabriques et tous ont la même triste histoire à raconter. De fortes et saines familles arrivent de la campagne, mais comme les enfants gagnent leur vie de bonne heure, ils perdent la vitalité de leurs parents.

Nos lois sur le travail des enfants sont larges et l'opinion publique n'est pas assez éveillée pour voir à ce qu'elles soient observées. La loi des fabrique prohibe le travail des enfants de moins de quatorze ans dans les fabriques, mais elle n'exige qu'un certificat des parents sur l'âge des enfants. Mais plusieurs parents sont pauvres et ignorants, et font de fausses déclarations qui dépouillent l'enfant de son héritage de santé. La loi devrait exiger un certificat de naissance, de baptême, ou scolaire pour établir de façon sûre l'âge de l'enfant.

Les enfants dans les magasins ou dans les commerces de la rue n'ont absolument aucune loi qui les protège. On peut voir facilement plusieurs petits enfants dans les rues de Montréal, au travail jusqu'à environ minuit.

J'écris cette lettre dans l'espoir que quelques bons Canadiens français qui s'intéressent à l'avenir de leur race feront une investigation sur cette situation et verront à ce que les enfants aient la chance de grandir dans des conditions normales et hygiéniques et ne soient pas des épaves dans leur enfance. Observez les enfants sortant des fabriques. Regardez les enfants dans les magasins. Observez les petits chasseurs et les camelots et voyez comment ils gaspillent leurs jeunes vies. Nous ne moulons pas la graine de blé. Nous ne faisons pas travailler les animaux dans leur croissance; mais nous souffrons que des êtres humains, rois de la création, soient usés et ruinés, avant leur maturité.

Bella Hall

CSN Cinq temps d'un mouvement

Collection de films d'auteur qui retrace l'histoire de la CSN à travers ses grandes batailles et ceux et celles qui les ont vécues.

Cette série sera télédiffusée à Télé-Québec, les mercredis soirs à compter du 30 octobre à 20 heures

30 octobre Les filles aux alumettes

Réalisation:
Patricio Henriquez

La grève des allumettières de Hull
racontée sur un mode dramatique

6 novembre '49 - Un souffle de colère

Réalisation:
Sophie
Bissonnette

Documentaire percutant sur la grève de
l'amiante

13 novembre Si le travail m'était
conté...autrement

Réalisation:
Marcel Simard

Le travail féminin à l'aube des années 60
avec la grève des infirmières de l'Hôpital
sainte-Justine. Parallèle avec le conflit des
éducatrices de garderies de 1994

20 novembre Le Grand Tumulte

Réalisation:
Magnus Isacson

Autour de la grève générale du Front
Commun en 1972

27 novembre Une fenêtre sur l'an 2000,
la CSN et l'action syndicale à
la croisée des chemins

Réalisation:
Sylvain L'Espérance

Regard pertinent sur les nouveaux enjeux
de l'action sociale syndicale, à travers une
réflexion d'intellectuels et une exploration de
trois types d'engagements syndicaux
actuels

Coproduction des Films Virage (514-276-9556)
et de l'Office nationale du Film du Canada

**Procès-verbal de l'assemblée générale du RCHTQ
le vendredi 12 avril 1996
Université de Montréal**

1 • L'ordre du jour proposé par Jacques Rouillard est le suivant:

- présentation du bilan financier 1995-1996;
- rapport du responsable du Bulletin;
- rapport des responsables du Colloque;
- rapport de la responsable de la Collection;
- élections.

2 • Présentation du bilan financier 1995-1996 (Henri Goulet)

Une nouvelle formule de comptabilité a été introduite cette année, formule basée sur l'établissement de prévisions budgétaires pour l'année. Les prévisions de cette année ont donc été fixées de façon un peu aléatoire à partir de la réalité des années précédentes. À compter de cette année, ces prévisions devraient s'effectuer de façon un peu plus précise.

Au niveau du membership/abonnements, un gros effort de récupération des retardataires a été réalisé au cours de l'année par deux rappels consécutifs. Les résultats ont été concluants de sorte qu'on se retrouve en date d'aujourd'hui avec 66 membres individuels et 22 membres institutionnels.

La situation financière du RCHTQ est donc passablement saine malgré un léger déficit pour la période, déficit qui s'explique en partie par la baisse du membership suite aux différents rappels de renouvellement et aussi par les coûts imprévisibles du colloque de l'an dernier à l'UQAM.

Pour assainir davantage les finances, il faudrait lancer un mot d'ordre pour hausser les revenus par le recrutement actif de nouveaux membres et, possiblement, par la réduction des coûts du Bulletin.

L'adoption du bilan financier au 31 mai 1996 (copie jointe) est proposée par Robert Comeau et appuyée par Denise Baillargeon. Adoptée à l'unanimité.

3 • Rapport du responsable du Bulletin (Bernard Dansereau)

Trois numéros du Bulletin sont parus au cours de la période: Vol. 21, no 2 et no 3 et Vol. 22 no 1, chaque numéro totalisant environ 52 pages. Le contenu fut assez varié comprenant articles, communications, soutenance de thèse, recension des thèses et mémoires. Une nouveauté cette année: la pièce de théâtre de Louis Guyon. Éric Leroux, responsable de la vitrine du livre, a assuré la parution de 8 comptes rendus.

Pour l'année prochaine, il est proposé de produire deux numéros du Bulletin au lieu de trois. Le travail nécessaire à la production du Bulletin, le court laps de temps entre les no 3 et 1 ainsi que le coût du papier et des timbres expliquent amplement les raisons de cette proposition. Il ne faut pas oublier que la production du Bulletin se fait sur une base entièrement bénévole et que la qualité de production exige de plus en plus de temps.

4 • Rapport des responsables du Colloque (Aline Charles et Michelle Comeau)

Une bonne promotion du Colloque a été réalisée cette année par le biais de la RHAF, Nouvelles CSN, Le Devoir et même une annonce sur Internet. Toutefois, le résultat n'est pas à la hauteur des efforts déployés. On souligne qu'il est difficile de rejoindre les étudiants-es aussi tard en avril et qu'il serait avantageux, pour l'an prochain, de tenir le colloque en mars.

On se propose de lancer, dès l'automne, les appels de communications pour le prochain colloque et on souhaiterait que les professeurs puissent faire la promotion du colloque auprès des étudiants-es.

Quelques thèmes sont suggérés pour le colloque de mars 1997:

- l'histoire des femmes politiques;
- le chômage;
- capital, travail, corporatisme et économie sociale;
- crise économique, chômage, corporatisme et néo-corporatisme.

5 ● Rapport de la responsable de la Collection (Michèle Dagenais)

En l'absence de la responsable, Jacques Rouillard fait la lecture du rapport préparé par Michèle Dagenais où elle propose des remerciements au comité de la collection, Joanne Burgess et Peter Gossage. Elle tient aussi à remercier Bernard Dansereau pour la nouvelle présentation de la maquette de la Collection.

Le bilan de la vente des différents numéros de la Collection sera rendu publique ultérieurement. Le comité de la collection pour l'année à venir sera composé de Sylvie Taschereau, Andrée Lévesque et Odette Vincent.

Jacques Rouillard en profite pour remercier Michèle Dagenais pour sa collaboration à la Collection ainsi qu'aux membres du comité sortant.

6 ● Élections

Président: Jacques Rouillard

Responsable du Bulletin: Bernard Dansereau

Responsable des comptes rendus au Bulletin: Éric Leroux

Responsable de la Collection: Sylvie Taschereau

Comité de la Collection: Andrée Lévesque et Odette Vincent

Responsables du Colloque: Aline Charles et Michelle Comeau

Secrétaire-trésorier: Henri Goulet

Henri Goulet
Secrétaire-trésorier du RCHTQ

Bilan financier au 31 mai 1996

ACTIF

En caisse	2839,74\$
Compte principal	979,62\$
Collection	860,12\$
Dépôt à terme	1 000,00\$
Chèques en circulation	- 33,15\$
Petite caisse	100,00\$
Comptes à recevoir	
Autres	
Total	2906,59\$

PASSIF

Comptes à payer	
Autres	
Sous-total	0,00\$

AVOIR

Réserve	3290,24\$
Surplus/Déficit de la période	- 383,65\$
Sous-Total	2906,59\$
Total	2906,59\$

ÉTATS DES REVENUS ET DÉPENSES AU 31 MAI 1996

REVENUS	1995-96	CUMULATIF 96-97	PRÉVISIONS 96-97
ABONNEMENTS	1 445,00\$	224,00\$	1 500,00\$
VENTE DES ANCIENS #	10,00\$		100,00\$
DONS	43,00\$	15,00\$	50,00\$
INTÉRÊTS	1,10\$		75,00\$
AUTRES			
PROJETS SPÉCIAUX			
COLLOQUE	570,00\$	375,00\$	600,00\$
COLLECTION	557,52\$	263,09\$	600,00\$
TOTAL DES REVENUS	2 626,62\$	877,09\$	2 925,00\$

DEPENSES	CUMULATIF 95-96	CUMULATIF 96-97	PRÉVISIONS 95-96
BULLETIN (Impression)	879,22\$	371,08\$	1 000,00\$
ENVOIS POSTAUX	277,59\$		500,00\$
FRAIS DE BUREAU	203,02\$		200,00\$
PROMOTION	122,37\$		200,00\$
PHOTOCOPIES	80,20\$		100,00\$
FRAIS BANCAIRES	98,00\$	20,22\$	100,00\$
AUTRES	2,00\$	20,00\$	50,00\$
PROJETS SPÉCIAUX			
COLLOQUE	1 013,37\$	423,15\$	600,00\$
COLLECTION	604,76\$	426,29\$	600,00\$
TOTAL DES DÉPENSES	3 280,53\$	1 260,74\$	3 350,00\$

SURPLUS / DÉFICIT	(653,91\$)	(383,65\$)	(425,00\$)
-------------------	-------------	-------------	-------------

COLLOQUE

Pour son 10^e colloque sur les leaders du Québec contemporain,
l'UQAM organise du 21 au 23 mars 1997

LA CSN: 75 ANS D'HISTOIRE SYNDICALE ET SOCIALE: BILAN ET PERSPECTIVES

Vendredi 21 mars: LE RÔLE ET LA PLACE DU SYNDICALISME DANS
LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE

Samedi 22 mars : LA CONTRIBUTION DE LA CSN AU
DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

- La CSN: un syndicalisme nord-américain atypique
- L'Évolution de la CTCC-CSN
- L'apport de la CSN à la vie syndicale
- CSN et projets de société

Dimanche 23 mars: LA CSN ET LES DÉFIS CONTEMPORAINS

- La CSN et la condition féminine
- La CSN et les solidarités
- La CSN et les médias
- La CSN et les enjeux actuels
- Séance de clôture: À société nouvelle, syndicalisme nouveau

Pour plus d'informations, contactez Robert Comeau (514) 987-3000 poste 8427

NOTE DE LECTURE

GAUDREAU, SERGE, *Au fil du temps. Histoire de l'industrie textile à Magog (1883-1993)*. Magog, Groupe Scabrini imprimeur, 1995, 239 p.

Par Georges Massé, Département des sciences humaines, Université du Québec à Trois-Rivières

Une version abrégée de cette note de lecture paraîtra dans une prochaine livraison de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*.

Magog est une ville dont l'ancienne vocation, exclusivement industrielle, est masquée par un développement touristique récent. Il faut que les touristes qui y sont attirés, autant par le lac Memphrémagog que par le mont Orford, aient un œil averti pour y détecter les bâtiments, anciens et actuels, de son industrie textile. C'est pourtant elle qui fut la « pierre angulaire du développement économique, géographique et démographique » (p. 7) de cette ville que, jusqu'en 1855, on dénommait *The Outlet*. C'est une expression qui signifie la décharge du lac.

Il est heureux que Serge Gaudreau ait décidé de poursuivre les recherches qu'il avait entreprises dans le cadre de sa thèse de maîtrise. Cette thèse déposée à l'Université de Sherbrooke, en 1992, portait sur les « conflits et tensions sociales dans une ville ouvrière des Cantons de l'Est: les grèves du textile à Magog (1900-1966) ». Ce volume, publié à compte d'auteur, est une monographie très intéressante. Dans un style alerte, au ton parfois lyrique, l'auteur réussit son pari de mener de front l'analyse de la « situation de l'industrie textile, l'évolution du mouvement ouvrier et les relations entre l'usine et la communauté magogoise » (p. 4).

Un premier chapitre décrit de façon succincte les « premières étapes de l'industrialisation » (p. 11) qui sont jalonnées par l'établissement en 1825, de la fabrique de laine de l'Américain Joseph Atwood et, en 1834, par la fabrique d'allumettes de Ralph Merry. À la mort d'Atwood, en 1845, des citoyens de la région forment la Magog Manufacturing Company dans le but de « racheter et de moderniser les installations existantes » (p. 12). Quoique cette entreprise emploie une quinzaine d'ouvriers, sa vie éphémère est d'abord perturbée par des difficultés financières avant qu'elle ne soit incendiée, en 1857. Les perspectives de progrès que fait miroiter la construction du tronçon ferroviaire de Waterloo & Magog Railway, incitent des hommes d'affaires comme Albert Knight et Walter Shanly à relancer la Magog Manufacturing Company, en 1875. Cet optimisme tourne

court puisque cette ligne ferroviaire ne sera inaugurée qu'en décembre 1877. Toutefois les investisseurs ne lâchent pas prise et ils réaniment cette compagnie en 1881.

L'auteur souligne que le cumul des efforts antérieurs des commerçants, des entrepreneurs, des politiciens et des édiles municipaux est enfin récompensé par la création, en 1883, de la Magog Textile & Print Co. Par contre, le lecteur n'est pas en mesure de savoir vraiment si cette nouvelle entreprise, fondée par Alvin Moore et William Hobbs, est la fille de l'ancienne Magog Manufacturing Co. Quoi qu'il en soit, comme le raconte le chapitre 2 intitulé « L'aventure de la Magog Textile & Print Co.: une première impression qui compte, 1883-1889 » (p. 19), le petit village de Magog, après une phase de tâtonnement, s'engage résolument dans l'industrie textile en mettant en valeur l'atout énergétique de la rivière Magog.

Les entrepreneurs impliqués dans la naissance de la Magog Textile & Print Co., et particulièrement William Hobbs qui occupe le poste d'*operating and managing director* (p. 21), ont la perspicacité d'axer la production de leur usine sur l'impression des tissus de coton. Ces entrepreneurs ont appris que le meilleur moyen de pénétrer le marché hautement compétitif des cotonnades, et d'assurer de la sorte sa viabilité, réside dans la spécialisation de leur entreprise. William Hobbs surtout est astucieux: il fait d'une pierre deux coups puisque l'usine de Magog transformera le coton gris fabriqué à l'usine qu'il possède à Coaticook. Encore faut-il doter l'usine d'une main-d'œuvre qualifiée en plus de l'équiper d'une machinerie performante. Un voyage en Angleterre permet à Hobbs de rencontrer des ouvriers spécialisés, dans la région du Lancashire, et d'acheter quatre machines à imprimer chez Mather & Platt, une firme de Manchester. C'est ainsi que le tissu imprimé à l'usine magogoise établira sa bonne réputation et lui permettra de concurrencer les produits importés d'Angleterre. Cette usine construite en 1883 est donc prête à entrer en opération en juillet de l'année suivante. Dès 1885, le nombre de ses ouvriers se chiffre à 150. Elle devient la bougie d'allumage de l'effervescence économique qui caractérise alors le développement de Magog. L'enthousiasme des actionnaires de Magog Textile and Print les avait même poussés à construire, en 1883, une

filature qui ne produira sa première pièce de coton qu'à l'été 1888 (p. 39). Il semble que cette décision de construire en même temps ces deux usines place l'entreprise dans une situation précaire puisque, dès 1888, elle éprouve des difficultés financières. Ainsi les derniers mois d'opération de Magog Textile & Print Co. sont «marqués par des périodes de chômage et des irrégularités dans le versement des salaires» (p. 46).

L'auteur n'est probablement pas en mesure de déterminer si la construction de la filature a entraîné une surcapitalisation périlleuse pour l'entreprise ou si une conjoncture économique difficile ne leur laisse pas le temps de rentabiliser leurs investissements. On peut penser que c'est la conjugaison de ces deux facteurs qui met fin à l'aventure de Magog Textile & Print Co. En 1889, cette entreprise locale passe dans le giron de Hochelaga Cotton Co., d'Andrew Gault. Les promoteurs locaux ont jeté de la poudre aux yeux des politiciens, des actionnaires et des ouvriers. Mais ils ont jeté les bases d'une industrie d'impression textile qui va perdurer au-delà de la liquidation de Magog Textile Print. Est-ce imputable à des erreurs administratives, sinon à une mauvaise gestion? Toujours est-il que cette entreprise ne peut résister à une tendance, générale à la fin du 19^e siècle, qui aspire et concentre les capitaux dans la métropole. Bref, c'est Andrew Gault qui tire les marrons du feu.

Cette prise de contrôle de l'industrie textile magogoise n'est qu'un prélude. Gault et ses partenaires poursuivent leurs acquisitions d'usines et mettent sur pied la Dominion Cotton Mills, en 1890. Désormais cette énorme entreprise étend son emprise sur neuf usines canadiennes dont quatre sont localisées au Québec: Hochelaga, Chambly, Coaticook et Magog. Le chapitre 3 décrit cette «entrée en scène de la Dominion Cotton Mills» et son impact positif sur la municipalité de Magog qui voit sa population passer de 2 100 habitants à 3 156 pendant la décennie 1891-1901 (p. 53). Il semble bien que la cartellisation des usines de textile ait donné un second souffle à la filature de Magog et à son usine d'impression que l'on modernise pour augmenter sa capacité de production. L'augmentation du nombre de travailleurs dans ces usines est un indice de croissance que l'auteur souligne, sans oublier, par ailleurs, la condition ouvrière précaire de ces «tisserands sans pouvoir» (p. 61) qui déclenchent une première grève en juillet 1900. Ici, comme à Valleyfield en octobre, Dominion Cotton n'hésite pas à réquisitionner les services de l'armée pour mater les ouvriers et liquider cette grève (p. 71).

Il n'en demeure pas moins que la position concurrentielle

de Magog s'améliore au sein de l'empire de Dominion Cotton. Cette satellisation est consolidée lorsque les usines de Magog sont imbriquées au sein de Dominion Textile. Ce consortium est né, en 1905, de la fusion de Dominion Cotton, de la filature de Montmorency ainsi que des usines Merchants et Colonial de Saint-Henri. Dès lors, Dominion Textile rationalise son fonctionnement en concentrant à Magog ses opérations d'impression de coton; une orientation dont bénéficie autant l'entreprise que la municipalité. La première accroît encore ses capacités de production tandis que la seconde voit sa population augmenter. Elle tire ainsi profit des implications financières de la compagnie qui pourvoit la communauté d'équipements de loisir et de récréation. C'est une forme de contrôle social bien connu des sociologues et des historiens.

L'auteur développe une analyse intéressante et pondérée de ce qu'il appelle «deux destins qui se confondent: Magog à l'ombre de Dominion Textile, 1905-1929». C'est le titre de son quatrième chapitre (p. 79). Admettons que la planification de Dominion Textile aurait pu entraîner la fermeture de ces usines et le déplacement de la machinerie. C'est le contraire qui se produit, de sorte que c'est au-delà d'un millier d'employés qui y sont embauchés. Par ailleurs, il est heureux que l'usine d'impression de coton ait affirmé sa position concurrentielle, puisque ce secteur de la production verse des salaires plus élevés. Ce n'est pas le cas de la filature. Mais l'une et l'autre en fonctionnant 24 heures sur 24 nécessitent une large main-d'œuvre. La période 1905-1929 représente «l'âge d'or de l'industrie textile à Magog» (p. 79).

À cette époque, Magog prend les apparences d'une *company town*. La compagnie non seulement occupe tout l'espace industriel en vertu de son droit de regard sur les sources d'énergie de la ville, mais encore elle utilise le chantage pour obtenir des exemptions fiscales et elle dicte les règles du jeu industriel et urbain. Un personnage du roman d'Yves Lacroix, intitulé *Adrien de peine et de misère* et cité par l'auteur, va jusqu'à dire qu'à «Magog tout le monde travaille chez Dominion Textile... et dit Dominione Textaille pour l'exprimer, au moins une fois dans sa vie tout le monde a travaillé à la Dominione Textaille...» (p. 79). Bref, comme l'explique l'auteur, une ville de compagnie où cette dernière en «maniant la carotte et le bâton» (p. 94) et en jouant la carte du paternalisme fera en sorte que les destins confondus deviennent confus. Ce paternalisme qu'un individu, publiant dans *La Tribune* en 1935, appelle «la maternelle étreinte de Dominion Textile Co...» (p. 111), ne peut empêcher la présence syndicale; il semble plutôt que ce soit un facteur supplémentaire expliquant l'implantation

de syndicats liés à des fédérations américaines d'abord et canadiennes ensuite.

Le cinquième chapitre démontre que la succursale magogoise de Dominion Textile connaît «une prospérité qui ne se dément pas» (p. 111). En effet, durant toute la période 1929-1945, la compagnie maintient son volume de production; elle agrandit même ses installations, en 1936, l'année où l'on forme la Commission royale d'enquête sur l'industrie textile au Canada. En conséquence la population de Magog passe de 6 302 habitants à 9 034 durant la décennie 1931-1941. Puis l'effort de guerre qu'impose la participation canadienne au deuxième conflit mondial relance la production tant de l'imprimerie que de la filature. C'est ainsi qu'on atteint, en 1943, un record de 2 300 employés. Les carnets de commandes de la compagnie se remplissent et les usines roulent de nouveau 24 heures sur 24. Ce rythme de travail essouffle les ouvriers qui supportent mal la rotation à deux quarts seulement (p. 128).

Dans ce contexte, le syndicalisme catholique qui avait fait une percée à Magog dès 1935, mais particulièrement lors de la grève de 1937, résiste à l'offensive de recrutement que les organisations affiliées au Congress of International Organization mènent en 1943. C'est ainsi qu'en 1944 le «Syndicat catholique des ouvriers du textile de Magog» reçoit son accréditation par le gouvernement provincial. L'année suivante, ce syndicat signe sa première convention collective. Par la suite il tire bien son épingle du jeu en négociant une série d'ententes avec Dominion Textile. De la sorte, les «travailleurs vivent leurs conditions s'améliorer substantiellement sur des aspects aussi divers que les salaires les bonis et les congés payés» (p. 148). L'un des gains les plus importants est certainement la semaine de vacances payée qui entre en vigueur dès l'été 1946. Un autre gain important est la semaine de travail de quarante heures, même s'il entraîne une perte de revenus pour certains ouvriers (p. 149). Une perte qui sera compensée par une hausse de la paie des heures supplémentaires et les augmentations salariales obtenues dans les conventions subséquentes. Mais les ouvriers craignent, non sans raison, que l'amélioration de leurs conditions de travail ne soit annulée par la tendance de l'industrie d'augmenter les cadences de travail. Les *timestudies* menées par Dominion Textile l'incitent à bien chronométrer la durée des tâches spécifiques et à multiplier en conséquence la charge globale de travail des ouvriers. Dès lors, ces derniers critiquent cette hypothèque qui frappe leur prime au rendement (p. 150).

Cette question du rendement et de la menace qui plane sur le plan-boni dont bénéficient les ouvriers depuis

quelques années est au cœur de la grève déclenchée par la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, en 1947. Cette grève qui se termine par la signature d'une très bonne convention collective n'en laisse pas moins en suspens toute la question du contrôle des tâches (p. 152). Celle-ci fera l'objet de la grande grève de 1956 alors que les ouvriers des usines de Magog, Sherbrooke, Drummondville et Montmorency se liguent pour paralyser Dominion Textile. Les curés des paroisses de Magog, qui avaient tenté d'endiguer le vote de grève, en 1956, adoptent une attitude de soutien au syndicat lors de l'autre grande grève, celle de 1959. Cette fois-ci, les travailleurs de Magog sont seuls à affronter la compagnie. Ils y organisent une grève exemplaire un peu à la manière du syndicalisme industriel (p. 156-163). Pourtant cette longue grève est une victoire à la Pyrrhus autant pour le syndicat que pour la compagnie. C'est ainsi qu'on va croiser le fer de nouveau lors de la grève de 1966 qui frappe encore l'industrie textile (p. 163-166).

Même si l'auteur présente de façon trop concise cette séquence de grèves qui perturbent l'industrie textile durant les années 1945 à 1966, il n'en démontre pas moins, qu'à Magog, pour emprunter le titre de son chapitre 6, Dominion Textile est un «géant aux pieds d'argile» (p. 141). Pourtant à la sortie de la guerre, la compagnie s'est lancée dans un «plan de modernisation» (p. 142) des équipements. Magog profite largement des retombées des améliorations et des agrandissements qui touchent les usines. Mais les accords du GATT, en 1947, et une surproduction durant les années 1950 forcent Dominion Textile à réduire la durée de travail de l'ensemble de ses employés et d'en mettre à pied (p. 145). En fait toute l'industrie textile est secouée par une crise économique majeure durant le cycle court des années 1952 à 1954. Dès l'année suivante, la reprise économique permet à Dominion Textile de réembaucher «petit à petit le personnel qu'elle avait été forcée de congédier» (p. 146). Néanmoins le fait que le géant ait vacillé sur son socle fait prendre conscience à la communauté magogoise qu'il faut s'affranchir de la tutelle de Dominion Textile. On conteste alors le monopole qu'elle exerce sur l'énergie hydraulique (p. 170) et on tente d'attirer de nouvelles entreprises afin de varier sa structure industrielle (p. 167-173).

C'est sur cette note que s'ouvre ce que l'auteur qualifie d'«heure des incertitudes (1966-1993)». Le septième et dernier chapitre traite de cette période marquée par l'anxiété. Il brosse une vue à vol d'oiseau du contexte général de l'industrie textile qui, en l'absence de politiques tarifaires adéquates, est touchée de plein fouet par la mondialisation des échanges. Il aborde également la condition particulière de Dominion Textile à Magog

où le secteur d'impression des tissus résiste bien à la tempête des importations venant du Tiers-Monde, en se spécialisant dans la fabrication de draps et de taies d'oreiller (p. 184-185). L'organisation syndicale est ballottée durant ces années par le redéploiement de l'industrie textile et par la radicalisation du mouvement ouvrier. De plus, à Magog les grèves plus ou moins fructueuses de 1959 et 1966 ont laissé des séquelles qui, en 1972, incitent les ouvriers à s'associer à la Centrale des syndicats démocratiques (p. 190). Ils abandonnent cette dernière en 1985 et ils organisent leur propre union locale (p. 192).

En dépit de ces turbulences, il n'en demeure pas moins, qu'en 1988, Dominion Textile Ltd est toujours l'entreprise qui embauche le plus grand nombre d'employés dans le secteur manufacturier de Magog (tableau, p. 168). Toutefois la brochette variée des autres industries secondaires indique également qu'elle s'est libérée du modèle mono-industriel qui fut jadis sa marque de commerce. L'identité de la ville s'est surtout transformée sous l'impact du développement de son potentiel touristique. À l'instar de l'auteur, nous pensons que «la proximité du mont Orford et du Centre d'arts, le

Vieux Clocher, la traversée annuelle du lac Memphrémagog, même les charmes de sa rue Principale contribuent davantage à faire connaître Magog aux quatre coins de la province que l'usine qui a assuré sa prospérité pendant plus d'un siècle» (p. 199).

Il convient de souligner le mérite de cet ouvrage où le lecteur peut aisément comprendre l'histoire, et en suivre les traces, de cette industrie textile que l'auteur a su démêler sans perdre le fil du temps urbain de Magog. Quoique ce volet manque de consistance, nous ne lui en faisons pas grief, puisqu'il pourrait faire l'objet d'un autre volume. Ce n'était manifestement pas le but de l'auteur qui se concentre sur l'industrie textile et sa place dans la ville. Voilà donc un livre rédigé dans une langue accessible et agrémenté de photographies d'époque. Il y a bien quelques coquilles aux pages 19 et 68 qu'on pardonne facilement à l'éditeur; nous n'excusons pas le fait qu'on utilise, aux pages 84 et 85, le mot «addition» pour désigner la construction ou l'ajout d'une «annexe» comme l'auteur l'écrit correctement en page 93.

Correspondances: bulletin syndical et populaire.

Depuis maintenant janvier 1993, Marc Comby, archiviste à la CSN, publie avec l'aide de collaborateurs un bulletin d'information et de documentation populaire et syndical appelé *Correspondances*. Paraissant quatre fois par année, ce bulletin, indépendant de tout organisme, reproduit principalement des articles déjà publiés dans d'autres périodiques, des entrevues, des comptes rendus de livres, des statistiques variées et quantité de mémoires et de manifestes de centrales syndicales et de divers groupes populaires. Bien que s'adressant surtout à une clientèle québécoise, on y propose aussi des articles et des statistiques concernant les sociétés canadienne et américaine. La pertinence et l'originalité de ce bulletin tiennent surtout au fait qu'y sont présentes des articles et des mémoires sur des problèmes sociaux faisant la une de l'actualité. *Correspondances* permet donc au lecteur d'obtenir des analyses différentes de celles, plutôt néolibérales, que présentent les grands quotidiens et, du même coup, d'approfondir ses connaissances sur certaines questions sociales.

Ainsi, le dernier numéro de cet été rassemble, entre autres, un texte de Linda McQuaid, traduit par Louise E. Arsenault, portant sur la responsabilité de la Banque du Canada comme principale responsable de la dette financière du gouvernement; le «Manifeste pour l'éducation publique» de la CÉQ; une entrevue de Marc Comby avec Jennie Skene, présidente de la FIQ, sur les conséquences du retrait de l'État dans le domaine de la santé; le mémoire sur l'équité salariale de la Fédération des femmes du Québec présenté à la Commission parlementaire des Affaires sociales; et des extraits du mémoire de la Fédération des ACEF du Québec sur le récent projet de loi sur l'assurance-médicaments.

James D. Thwaites, *Travail et Syndicalisme. Naissance et évolution d'une action sociale*, Sainte-Foy, Les presses de l'Université Laval, 1996. 405 pages.

La plus récente publication de James Douglas Thwaites est un recueil d'articles sur le mouvement ouvrier québécois. Fort de 23 titres, c'est à la fois le plus récent et le plus volumineux ouvrage de ce genre produit sur le mouvement ouvrier québécois. Les textes proposés ont été publiés précédemment dans des revues, d'autres ont été présentés lors de colloques. Ils s'échelonnent de 1958 à 1994.

Correspondances publie aussi à l'occasion des dossiers plus étoffés, comme celui du numéro de janvier 1996 qui se veut un bilan des analyses effectuées par les mouvements sociaux sur le référendum du 30 octobre 1995, ou le dossier sur la réforme de l'assurance-chômage préparé par Gilles-André Paquin dans le numéro printemps 1996. Mentionnons aussi que le numéro de janvier 1996 contient un index thématique des années 1993 à 1995.

Enfin, le bulletin possède un site Web (<http://www.cam.org/~tribune/correspondances.html>), une conception d'Yves Lacroix, où l'on retrouve le sommaire des derniers numéros et la retranscription complète d'une entrevue avec Michel Agnaieff, directeur général de la CÉQ, sur l'action syndicale à l'échelle internationale. On peut consulter la revue à la bibliothèque des lettres de l'UQAM ou aux centres de documentation de la CSN, de la FTQ (sur rendez-vous) et de la CÉQ à Québec. On peut aussi s'y abonner en passant par le site Web ou en écrivant à Marc Comby par courrier électronique (tribune@cam.org) ou par la poste (630, rue Guy, app. 7, Montréal, Québec, H3J 1T3). Le coût de l'abonnement est de 15 \$.

Éric Leroux
Université de Montréal

James Thwaites, professeur de relations industrielles à l'Université Laval, a voulu, à la demande de ses étudiants dit-il, fournir un ouvrage complémentaire à la synthèse du mouvement ouvrier que les étudiants et chercheurs devraient avoir à leur disposition. Offrant un éventail de perspectives, un tel recueil a le mérite de présenter diverses facettes et de permettre ainsi d'aborder de façon pluraliste l'histoire du monde ouvrier.

Tout directeur de recueil choisit les textes en fonction de ses préoccupations et de la pertinence des analyses qu'il croit y trouver. Il n'est pas question de remettre en question un tel choix, à moins d'être en mesure de démontrer des lacunes flagrantes ou des oublis injustifiés. Le problème que pose un recueil du type de celui qu'offre James Thwaites ne réside pas dans le choix des articles. Chacun d'eux a le mérite d'aborder un sujet précis et avait connu une certaine notoriété à son époque. Le problème est que la recherche a beaucoup progressé depuis les vingt dernières années. Plusieurs études ont depuis complété ou modifié plusieurs éléments présentés comme des certitudes auparavant. Est-ce que les Chevaliers du Travail sont les plus importantes organisations ouvrières québécoises au dix-neuvième siècle, comme le laissent croire Richard Desrosiers et Denis Héroux? Il est généralement admis, maintenant, nonobstant l'impact des Chevaliers du travail, que les syndicats de métiers sont les organisations ouvrières numériquement et organisationnellement les plus développées durant ces années. On peut se poser les mêmes interrogations sur la question de l'utilisation de la langue française dans le mouvement syndical. On sait maintenant que la situation, bien qu'imparfaite, ne ressemblait pas à celle décrite pour la période précédente les années 60 alors que des milliers de francophones n'étaient servis qu'en anglais. Les travailleurs francophones détenaient une place beaucoup plus grande et toute proportion faite, une place qui correspondait à leur force numérique.

Voilà le problème de fond. D'un point de vue historiographique, ce recueil est enrichissant puisqu'il permet de disposer d'un nombre important de textes sur plusieurs périodes. D'un point de vue de l'approfondissement des connaissances et de l'enseignement, il y a là des lacunes que des mises en situation ou des bibliographies complémentaires auraient permis de pallier. En indiquant après chaque bloc thématique, par exemple, certaines des parutions les plus

pertinentes et les plus récentes, le lecteur et la lectrice auraient, à la fois, été aptes à poursuivre leur recherche et à pouvoir évaluer l'apport des différents textes. Il y a un risque de retour en arrière en présentant de vieux documents sans en préciser les limites ni les insuffisances que des recherches ultérieures ont permis de mettre à jour.

Le choix des thèmes est de l'unique ressort du directeur. Il n'y a donc pas lieu ici de le critiquer. Seulement il nous semble quelque peu douteux que sur une période comme celle des années soixante, des textes d'un seul auteur soient offerts. Autant il semble que la décision de présenter un éventail idéologique pour les autres blocs ait prévalu, autant elle aurait dû aussi être appliquée pour cette période.

Ce qui s'ajoute au faible nombre de textes pour la période postérieure aux années quarante. Cette situation s'explique mal, ces années sont parmi les plus fertiles et auraient mérité un meilleur traitement. Les quarante dernières années du mouvement ouvrier québécois ne sont traitées que sous l'angle institutionnel dans l'étude de trois cas de 1972 à 1982 et des positions face à l'accord du libre-échange.

Ajoutons une erreur dans la présentation. L'article d'Alfred Charpentier figurant aux pages 197 à 213 et traitant de la conscience syndicale lors des grèves du textile (1937) et de l'amiante (1949) n'apparaît pas dans la table des matières.

Malgré ces quelques remarques, le recueil a sa raison d'être et va sans aucun doute être d'une grande utilité tant dans la recherche que dans l'enseignement.

Bernard Dansereau
Université de Montréal

Pierre Paquette, *Un Québec pour l'emploi*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1995. 147 p.

Dans ce livre-plaidoyer, écrit dans un style précis et sans prétention, Pierre Paquette, le plus médiatisé des représentants du syndicalisme de dialogue qui s'est imposé durant les années 1980 au Québec, développe ici une idée toute simple: le retour à la prospérité économique passe par une stratégie de plein-emploi.

Économiste de formation, l'auteur reprend les thèses déjà connues mais peu publicisées d'économistes comme Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon, qui ont le

malheur de ne pas se situer dans le courant à la mode, le «néolibéralisme» (une appellation trompeuse selon moi puisqu'en fait c'est un retour au libéralisme classique, celui qui prévalait avant la venue de Keynes...). D'ailleurs, on ne peut que noter la parenté qui existe entre les idées du bon père Keynes et celles développées par Paquette. Pour ce dernier, en effet, la stagnation économique des derniers quinze ans découle d'abord et avant tout d'une crise de l'emploi qui se traduit, particulièrement au Québec, par un chômage élevé et

récurrent. Or, derrière les statistiques, il y a des gens et des drames humains, nous rappelle Paquette. Le problème est là, et c'est à ce niveau qu'il faut travailler.

Les causes de cet état de fait, qui tranche avec la situation de quasi plein emploi qui régnait entre la Seconde Guerre mondiale et la fin des années 1970, sont imputables selon l'auteur à un certain nombre de «tendances lourdes» de l'économie occidentale qu'il résume ainsi: «L'avènement d'un nouveau système productif, la mondialisation des économies, un nouveau partage international de la production et du travail, l'accélération des changements technologiques, les modifications du marché du travail, du rôle de l'État ainsi que des valeurs (...)» (p. 24). À ces profondes mutations de l'économie mondiale qui se conjuguent pour créer du chômage, les sociétés, et en particulier leurs gouvernements, peuvent opposer de bonnes et de mauvaises solutions.

Paquette, on ne s'en surprendra guère, dénonce cette fixation «néolibérale» de la lutte à tout prix au déficit (comme Keynes en son temps). Une partie de son analyse vise justement à nous convaincre, chiffres à l'appui, de l'échec lamentable de ces politiques, une démonstration qui était encore difficile à réaliser il y a encore quelques années par manque de recul. Suite à ce diagnostic, Paquette propose sa solution, celle qui passe par une stratégie globale et intégrée de l'emploi, «premier moyen de participation à la création et la redistribution de la richesse» (p. 67). En vrac, cette stratégie se compose des principaux éléments suivants:

- revenir à une philosophie de croissance économique et à des politiques visant à la stimuler;

- décourager la spéculation foncière et baliser les marchés financiers;

- créer, en misant sur l'État, une cohésion sociale autour de la mise en place du nouveau système productif, celui du prochain siècle, basé sur l'accès le plus large possible à la connaissance technologique.

De façon plus générale, Paquette plaide pour un modèle de société où règne le dialogue et la concertation entre les divers acteurs sociaux, un type d'action qu'il mène lui-même activement depuis longtemps et qui selon lui a fait ses preuves dans d'autres petites sociétés comme la nôtre, dont la Norvège. En terminant, Paquette complète son modèle en développant plus à fond certains éléments spécifiques de solution: la souveraineté du Québec, le développement de l'économie sociale et le travail partagé.

Bien que son analyse découle directement de son action comme syndicaliste, Paquette ne pellette pas de nuages idéologiques. Il cherche à convaincre avec modération et en évitant la langue de bois. Il manipule avec dextérité les exemples, les faits représentatifs et les chiffres essentiels, sans en abuser. En ce sens, son ouvrage est utile aux chercheurs et aux historiens qui s'intéressent au développement socio-économique des dernières décennies.

Jean-François Cardin

Jean-Pierre Collin, *La Ligue ouvrière catholique canadienne, 1938 - 1954*, Montréal, Boréal, 1996, 253 p.

Cet ouvrage de Jean-Pierre Collin reprend, pour l'essentiel, sa thèse de doctorat déposée au département d'histoire de l'UQAM en 1990. Au départ, l'auteur tient à souligner que le courant des organisations communautaires en milieu urbain, au même titre que les syndicats et les partis politiques ouvriers, fait intégralement partie du mouvement ouvrier et que, pour cette raison, il s'avère pertinent de faire l'histoire de ces organisations. Malheureusement, en histoire ouvrière, ce secteur particulier a été - et est encore - un domaine largement inexploré, laissant aux sociologues des mouvements sociaux le soin de faire l'analyse de ces groupes. Ainsi, au Québec, la littérature sur les

mouvements sociaux véhicule encore trop souvent l'idée de l'irruption spontanée des organisations populaires au début des années 60 dans le cadre un peu euphorique de la Révolution tranquille¹.

¹ Pour une bonne idée de cette vision et des études qui s'y rattachent, voir: P. R. Bélanger et B. Lévesque, «Le mouvement populaire et communautaire: de la revendication au partenariat (1963 - 1992)», dans *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, sous la direction de Gérard Daigle et Guy Rocher, Montréal, PUM, 1992, p. 713-747.

Jean-Pierre Collin est bien placé pour le reconnaître puisqu'il a lui-même partagé cette vision de la «discontinuité» entre ces nombreuses organisations populaires qui surgissent au Québec durant les années 60 et les années antérieures². Ici, corrigeant le tir à la lumière de l'histoire, il tente de faire ressortir, à partir d'un groupe en particulier, la Ligue ouvrière catholique canadienne (LOC), les antécédents historiques qui ont donné naissance à cette effervescence à compter de 1960. Comme il le démontre de façon éloquente, l'important réseau de coopératives d'habitations qui va naître au Québec durant les années 60 et 70 s'enracine dans une tradition qui remonte aux années 30 et 40. Cette étude de la LOC cherche donc à retisser les liens qui existent entre les deux périodes et pose l'hypothèse que le même phénomène existe probablement pour la majorité des autres organisations populaires, ouvrant ainsi une piste fort prometteuse pour l'avenir de la recherche historique.

La structure de l'ouvrage respecte le développement harmonieux de cette thèse en faisant l'économie d'une longue histoire institutionnelle et chronologique de la LOC. Les grandes caractéristiques de l'organisation se retrouvent concentrées dans le deuxième chapitre et la périodisation proposée situe clairement la «période glorieuse» de la LOC entre 1942 et 1954. Les trois autres chapitres sont thématiques et abordent simultanément l'organisation politique (la vision de la démocratie) de la Ligue (chap. 3), le modèle de développement social qui y est véhiculé (chap. 4) et l'intervention urbaine de la Ligue dans le secteur de l'habitation (chap. 5). Selon l'auteur, la grande campagne de l'habitation menée par la Ligue entre 1943 et 1952 s'avère être la période la plus importante dans l'histoire du mouvement. Durant cette période «médiane», la Ligue bénéficie d'une grande influence publique, surtout dans le domaine de l'habitation avec la promotion du «crédit urbain» pour la construction d'habitations coopératives, le pendant urbain du crédit agricole pour les cultivateurs. Par la suite, la Ligue périclité, subissant de toute évidence le virage à droite dans l'Église au Québec à compter de 1950. Elle va délaisser progressivement son implication «temporelle» au profit de sa mission «apostolique» et disparaître en 1965 lorsque remplacée

par le Mouvement des travailleurs chrétiens (MTC).

Pour les historiens qui s'intéressent aux mouvements sociaux, l'étude de Jean-Pierre Collin est fascinante à plus d'un point de vue. D'abord parce qu'elle démontre la multiplicité d'interventions initiées par la LOC dans le secteur du cadre de vie. La LOC n'intervient pas seulement dans le domaine de l'habitation, mais cherche aussi à susciter des initiatives aux niveaux des loisirs, de la consommation, de la santé, du budget familial, de l'éducation comme en témoignent les thèmes des grandes enquêtes sociales réalisées entre 1939 et 1962. (p.106) À ce titre, plusieurs groupes populaires, comme les ACEF plus particulièrement, peuvent y retrouver une certaine continuité historique.

Un autre volet tout aussi intéressant de cette étude porte sur la projet social véhiculé par la LOC. Jean-Pierre Collin soutient la thèse que le syndicalisme du cadre de vie développé par la Ligue adopte entièrement le principe de la subsidiarité, principe axé sur le fait que «les gouvernements n'ont pas à se transformer en agence de service social, en État providence empressé de répondre directement aux abus du système économique» (p. 173). Ainsi, l'État ne doit pas se substituer à la société civile, mais il doit plutôt favoriser l'implantation d'un immense réseau d'organisations autonomes qui prennent en charge les services publics. L'État doit voter les lois qui favorisent cette prise en charge et se retirer par la suite. Dans la conjoncture de l'époque, la LOC véhicule donc une idéologie qui cherche à contrer l'implantation de l'État providence déjà en marche à Ottawa dès le début des années 40 tout en proposant un modèle d'organisation sociale spécifique qui remédierait à la Grande Crise des années 30. Ce modèle, fondé sur le principe de la subsidiarité - point d'appui du catholicisme social -, récuse aussi le corporatisme parce que trop axé sur le laisser-faire économique fondant ainsi l'aspect spécifique et novateur du projet social de la LOC.

Au moment où l'État providence est largement sacrifié sur l'autel du *killer capitalism* et de la pensée unique de la mondialisation des marchés, cet ouvrage est d'une actualité déconcertante. Le prochain sommet économique convoqué par le gouvernement du Québec pour l'automne se propose justement de faire large place à l'économie sociale comme solution à la crise actuelle en transférant aux groupes sociaux la responsabilité de la création d'emploi. L'étude de Jean-Pierre Collin nous fait saisir un curieux retournement de l'histoire: durant les années 30 et 40, le syndicalisme du cadre de vie véhiculé par la LOC luttait contre l'envahissement de l'État et proposait une alternative où le principe de subsidiarité serait totalement respecté. En 1996, c'est l'État qui

² Voir: Jacques Godbout et Jean-Pierre Collin, *Les organismes populaires en milieu urbain: contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle?*, Montréal, INRS-Urbanisation, «Rapport de recherche», numéro 3, 1977.

cherche à réintroduire ce principe. Pouvons-nous alors parler de progrès social? L'auteur ne répond pas à cette question, mais avance l'idée que, tout comme durant les années 40, c'est peut-être le pluralisme qui est le meilleur garant d'une démocratie participative dynamique et, par extension, les solutions miracles à voie unique imposent

la méfiance.

Henri Goulet
Université de Montréal

COLLOQUE

«Whose National Security?

Constructing National Security Risks, from the kitchen to the classroom, from the bedroom to the union hall»

L'université Laurentienne organise du 22 au 24 novembre 1996 un colloque sur le thème de la sécurité nationale notamment la surveillance policière.

Les objectifs sont de promouvoir des échanges sur les questions méthodologiques, de contribuer à la clarification des objectifs théoriques de ce champ de recherche tout en examinant son potentiel politique. Comme le titre l'indique, le colloque entend aborder toutes les facettes de l'ingérence de l'État dans nos vies.

Pour plus d'informations, contactez Dr. Dieter K. Buse, Dr. Gary Kinsman ou Dr. Mercedes Steedman. (Fax: 705-671-3840 DBuse@Admin.Laurentian.CA

Dans le cadre des lundis
de l'Association québécoise d'histoire politique

l'invité du lundi du mois de novembre sera

JACQUES LACOURSIÈRE,

historien

auteur de L'histoire populaire du Québec et de
la série télévisée

auteur du Rapport Lacoursière sur
l'enseignement de l'histoire

Brasserie La Mère Clavet
1130 est, rue de la Gauchetière

Lundi 7 octobre 1996, à 18 heures précises
(il n'est pas nécessaire de réserver)

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Pierre Douilly ou Robert Comeau